



Action Communautaire pour l'Education des Filles  
(ACEF)

USAID GRANT N° 680-G-00-01-00162 00



---

---

## RAPPORT FINAL DU PROJET

Pour Juin 2001-Juin 2003

Grant No. 680-G-00-01-00162-00  
Grant Period: June 2001-June 2003

Soumis à l'USAID/Cotonou  
par

World Learning Inc.  
1015 15<sup>th</sup> Street, NW, Suite 750  
Washington, DC 20005  
Tél : (202) 408-5420, Fax : (202) 408-5397

**JUILLET, 2003**

## TABLE DES MATIERES

<b>SIGLES ET ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>I. RAPPEL DES DONNEES DU PROJET .....</b>	<b>3</b>
1.1. ARRIERE-PLAN DU PROJET .....	3
1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET .....	4
<i>Stratégies -clefs</i> .....	6
1.3. STRUCTURE, ORGANISATION ET ENVERGURE .....	8
1.3.1. <i>Structure et Organisation</i> .....	8
1. L'Equipe de WL .....	8
2. Les ONG nationales .....	8
3. Les Comités Locaux Représentatifs .....	8
4. Les Comités Sous-Préfectoraux d'approbation .....	9
5. Le Conseil Consultatif .....	10
1.3.2. <i>Envergure du Projet ACEF</i> .....	11
<b>II- MISE EN ŒUVRE DU PROJET .....</b>	<b>12</b>
2.1. SUR LE PLAN TECHNIQUE .....	12
2.1.1. <i>Mise en Œuvre des Repères</i> .....	12
<b>III- RESULTATS OBTENUS ET IMPACTS .....</b>	<b>20</b>
3.1. RESULTATS OBTENUS .....	20
3.1.1. <i>Mobilisation et participation communautaire</i> .....	20
1. L'enregistrement des enfants scolarisables mais non encore scolarisés, avant et après la rentrée scolaire, par les CLR .....	26
2. Le suivi des filles à l'école par les parents à travers les CLR .....	26
3. Les actions engagées suite au suivi .....	26
4. La récupération des filles élèves précocement mariées .....	27
5. La réduction du trafic et du placement des filles .....	27
6. La limitation et des mesures d'interdiction de la déscolarisation des filles pour la transhumance .....	28
7. La récupération de filles qui étaient remplacées à l'école par des garçons .....	28
8. La négociation de changements culturels et traditionnels engagés par les CLR .....	28
9. La gestion de vieux conflits .....	29
10. L'ouverture de classes de CI par dérogation .....	29
11. L'ouverture de classes communautaires au sein des écoles officielles et aménagement d'espaces communautaires .....	30
12. Nombreux retours à l'école .....	30
13. Les micro-projets communautaires .....	31
3.1.2. <i>Amélioration de l'accès</i> .....	34
3.1.3. <i>Amélioration de l'assiduité</i> .....	38
3.1.4. <i>Retour de déscolarisés</i> .....	39
3.1.5. <i>Performance</i> .....	42
3.1.6. <i>Acquis au niveau des partenaires</i> .....	44
3.2. IMPACTS .....	45
Changements positifs de vision et de comportement .....	45
Renforcement des capacités locales et rapprochement des autorités décentralisées et des communautés .....	45
La diffusion des impacts de ACEF au-delà de ses limites géographiques .....	46
3.4. DEFIS .....	48
<i>Au niveau des communautés :</i> .....	48
<i>Au niveau des écoles</i> .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<i>Au niveau des structures d'accompagnement et d'appui, notamment WL, les ONG et l'USAID :</i> .....	48
<b>DOCUMENTS CONSULTES .....</b>	<b>49</b>

## **SIGLES ET ACRONYMES**

ACEF	:	Action Communautaire pour l'Education des Filles.
AG	:	Assemblée Générale
APE	:	Association des Parents d'Elèves
CAGE	:	Community Action for Girls' Education.
CERABE	:	Centre de Recherche et d'Action pour le Bien Etre et la Sauvegarde de
CEP	:	Certificat de fin d'Etudes Primaires
CI	:	Cours d'Initiation
CP	:	Cours Préparatoire
CE1	:	Cours Elémentaire, première année
CE2	:	Cours Elémentaire, deuxième année
CM1	:	Cours Moyen, première année
CM2	:	Cours Moyen, deuxième année
CC	:	Conseil Consultatif.
CCS	:	Chef de Circonscription Scolaire l'Environnement
CLR	:	Comité Local Représentatif.
CSP	:	Comité Sous-Préfectoral d'approbation des demandes de subventions.
EPP	:	Ecole Primaire Publique
GRAPAD	:	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement.
MJCD	:	Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement.
ONG	:	Organisation Non-Gouvernementale.
PV	:	Procès Verbal.
TdR	:	Termes de Référence.
USAID	:	United States Agency for International Development
WL	:	World Learning

# I. RAPPEL DES DONNEES DU PROJET

## 1.1. ARRIERE-PLAN DU PROJET

En 2001, le Bénin avait une population d'environ 6.200.000 avec plus de 51 % de femmes. Parmi les us et les coutumes qui règlent la vie profonde des peuples de ce pays, il y a les rapports hommes/femmes qui confinent ces dernières dans le rôle binaire de production et de reproduction. La colonisation française qui a institué l'éducation scolaire n'a pas réussi à rompre ces disparités. L'Etat depuis l'avènement de l'indépendance a apporté ses différentes approches et tentatives de solutions sans jamais régler le problème dans son entièreté.

En 2001, le taux brut de scolarisation des filles était de 73,39 % pour les filles contre 105,63% pour les garçons. Dans certaines zones cependant moins de 35% de filles sont inscrites à l'école. Pour les garçons, le taux descend à environ 99%.

Les raisons de cette inégalité sont d'ordre économique, sociologique, social, culturel et parfois politique. On peut citer entre autres :

- ❑ engouement des parents à bénéficier de la dot de leurs filles ;
- ❑ illettrisme et ignorance des parents ;
- ❑ utilisation de la main-d'œuvre des filles dans les activités reproductrices et productrices des ménages ;
- ❑ conflits conjugaux et affectation systématique des charges financières et éducatives aux mères ;
- ❑ insuffisance de ressources humaines et d'infrastructures scolaires ;
- ❑ le placement (trafic) des filles à des fins rémunératrices pour les parents ou les intermédiaires ;

Selon le rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants en 2002, 113 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés ; plus de 60 % sont des filles. Cependant, il n'est plus à démontrer le rôle important de la femme dans nos sociétés ; mères, elles sont au centre de la reproduction et de l'éducation des enfants. C'est par le travail de la femme que les secteurs primaire et secondaire au Bénin constituent indéniablement des sources productrices de richesses et par conséquent, poumons de l'économie nationale. Une femme éduquée est un trésor pour sa famille, sa communauté et pour sa nation. L'éducation constitue aujourd'hui une arme redoutable contre la pauvreté. En effet, l'instruction améliore généralement les chances de l'individu, change sa condition sociale et lui ouvre plus largement les portes de la réussite.

Forts de cette réalité, le gouvernement, les partenaires au développement et la société civile ont multiplié leurs efforts dans la promotion de la scolarisation des enfants et celle des filles en particulier. Le Bénin s'est engagé depuis quelques années dans une politique de réforme de l'éducation nationale qui s'appuie sur les résultats des « Etats Généraux de l'Education » de 1990 et sur la « *Déclaration de la Politique Educative et de la Stratégie Sectorielle* » de 1991.

La volonté de réforme du gouvernement s'est concrétisée par l'élaboration et la mise en œuvre progressive de 15 plans d'action parmi lesquels le plan d'action ACCES ; ce dernier vise à favoriser l'accès et le maintien à l'école des groupes les plus désavantagés, c'est-à-dire les enfants des zones à faible taux de scolarisation, les filles de manière particulière.

## **1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET**

Même si le taux brut de scolarisation sans distinction de sexe est passé de 49,68 % en 1990 à 79,99% en 2000 sur le plan national et celui des filles de 35,72 % à 65,16 % pour la même période, les résultats obtenus demeurent modestes, notamment en ce qui concerne l'objectif d'équité régionale et par genre. En vue de compléter cet effort et dans le souci de responsabiliser plus les parents dans la promotion de la scolarisation de leurs filles, la Mission de l'USAID au Bénin et l'organisation internationale non-gouvernementale Américaine World Learning ont conclu un accord de coopération avec l'initiation du Projet ACEF en 2001.

ACEF est un Projet pilote de recherche-action d'une durée de deux (2) ans. Le Projet vise à contribuer aux Résultats Intermédiaires d'Education primaire ci-dessous :

- IR2: "Scolarisation accrue des filles dans les zones-cible" ;
- IR3: "Environnement amélioré pour les acteurs sociaux"

Pour le Projet, ces résultats intermédiaires se traduisent en termes des résultats et indicateurs résumés dans le Tableau No.1. ci-dessous (cf. plus loin).

Le Projet a été développé avec et est mis en œuvre en partenariat avec trois (03) Organisations Non-Gouvernementales Béninoises qui sont :

- le Centre de Recherche et d'Action pour le Bien-être et la sauvegarde de l'Environnement (CERABE) ;
- le Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD) ;
- la Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD).

### **But central**

Susciter la participation locale pour améliorer la scolarisation des filles à l'école primaire à travers l'accès, l'assiduité et la performance- dans les zones où cette scolarisation est plus faible.

### **Approche de base**

Compléter les autres initiatives du Gouvernement du Bénin, de l'USAID, et des autres partenaires qui visent la scolarisation des filles par des interventions orientées vers l'école en stimulant les actions élaborées et réalisées par les communautés qui s'attaquent aux obstacles existant en dehors de l'école, dans le ménage et au niveau de la communauté.

### **Philosophie stratégique**

ACEF est un Projet pilote qui permet d'apprendre auprès des ONG nationales et des communautés locales (avec d'autres partenaires) les possibilités pour accroître la participation réussie des filles à l'école primaire, dans deux principaux domaines. Premièrement, avec ACEF on a testé un modèle de participation locale pour susciter un changement d'attitudes, de pratiques et de comportements au niveau du foyer et de la communauté pour créer un contexte extra-scolaire qui favorise une meilleure adhésion et une meilleure performance des filles à l'école. Deuxièmement, le Projet a permis de découvrir auprès des communautés et des filles (et leurs frères) des obstacles divers (bien connus ou non) à l'accès, à l'assiduité et à

la performance des filles à l'école, aussi bien que les actions que les communautés croient les plus appropriées et prometteuses pour franchir ces obstacles.

Avec ces aspirations de projet pilote, la stratégie et les actions adoptées par World Learning, les ONG partenaires et leurs agents respectifs ont favorisé une approche ouverte ; c'est-à-dire, agir beaucoup plus comme élève que comme enseignant. L'expertise des agents de ACEF s'est avant tout exprimée dans la découverte et la mise en valeur de celle des communautés. Il se peut que nous ayons une appréciation plus vaste et plus d'expérience dans la matière, mais nous ne pouvons ignorer les contraintes, priorités et opportunités qui dominent le contexte local de chaque communauté. Pour cette raison, l'approche que ACEF favorise est d'arriver dans les localités avec des questions, non pas avec des réponses toute faites. Cette approche n'exclut pas le besoin de partager l'expérience d'autres communautés (au Bénin et ailleurs) en matière de scolarisation des filles. De la même manière, elle n'oblige pas à adopter sans critique les réponses offertes par les communautés. En revanche, c'est surtout ici que l'expertise de découverte va se manifester : amener les communautés à s'interroger elles-mêmes par rapport à leurs premières réponses et à leurs croyances populaires. Il a été nécessaire de les inciter à approfondir davantage l'analyse des obstacles ; ce qui a été fait par endroits (par la MJCD) en cherchant aussi à avoir les avis des filles et des enfants en général, qu'on veut aider. Dans le même ordre d'idée, les communautés ont été encouragées et assistées à être plus créatrices et entreprenantes dans l'identification d'interventions possibles afin d'aider leurs filles à mieux réussir à l'école.

La participation locale n'est pas la réalisation par les communautés des initiatives qui proviennent de l'extérieur. C'est plutôt la prise en charge de toutes les étapes du processus de développement : de l'appréciation initiale de la problématique, avec l'élaboration des objectifs et du plan, jusqu'à l'exécution et le suivi de l'initiative. Les actions du Projet se sont limitées surtout à l'accompagnement technique dans la réalisation de ces étapes et à fournir un appui financier aux communautés.

### **Objectifs majeurs**

1. susciter *une analyse approfondie et exhaustive* de la part de la communauté des obstacles extra-scolaires – socioculturels, au foyer et autres - qui limitent l'accès, l'assiduité et le succès des filles dans leur éducation primaire ;
2. aider les communautés à *formuler des objectifs* concernant l'éducation de leurs filles et de tous leurs enfants : qu'est-ce qu'une fille bien scolarisée, et quelles sont les conditions extra-scolaires favorables à sa réalisation ?
3. stimuler l'élaboration et la réalisation *d'interventions précises, complémentaires et novatrices* par la communauté pour améliorer la situation scolaire des filles, s'adressant particulièrement à l'élimination, ou au moins au contrôle des obstacles divers. Ceci inclut des interventions qui nécessitent un appui financier et d'autres qui reposent seulement sur les efforts intellectuels et physiques des membres des communautés ;
4. contribuer *au renforcement des capacités locales* à prendre en charge leur propre développement en s'appuyant dans ce cas sur le domaine éducatif ; ceci rentre dans le cadre de la bonne gouvernance

5. contribuer au *rapprochement des autorités décentralisées des communautés* pour effectuer un partenariat efficace et favorable au développement local. Cet objectif vise aussi la bonne gouvernance ;
6. inciter *de façon progressive des attitudes et des comportements* relatifs à la scolarisation des filles *dans le milieu* notamment au niveau du ménage, des institutions traditionnelles et des institutions contemporaines ; et
7. valider le modèle d'une approche participative pour définir et conduire des initiatives et susciter des comportements et des pratiques au foyer et dans la communauté afin d'améliorer la scolarisation des filles.

### **Stratégies -clefs**

1. former, appuyer et suivre un noyau d'animateurs (d'ONG locales) qui, à leur tour organiseront des ateliers et des visites directes pour orienter, former, appuyer et suivre les groupes locaux –APEs, groupements féminins, chefs traditionnels, jeunes, élèves, coopératives, etc,- pour identifier les obstacles scolaires à la scolarisation des filles et pour élaborer, réaliser et suivre des interventions diverses pour franchir ces obstacles, en suivant une série d'étapes spécifiques :

DEFINIR LA PROBLEMATIQUE – ELABORER UNE VISION DE SCOLARISATION DES FILLES – IDENTIFIER ET PRIORITISER LES OBSTACLES – DEFINIR DES OBJECTIFS PRECIS – DEFINIR UNE STRATEGIE – ELABORER UN PLAN D'ACTION – PREPARER UNE SOUMISSION – EXECUTER ET SUIVRE L'ACTION.

2. organiser, comme activité distincte, une analyse des obstacles extra-scolaires à la scolarisation des filles qui profite de la méthodologie « enfant –à-enfant » ;
3. les interventions identifiées et entamées par les groupes locaux auront deux formes essentielles : (a) celles qui demandent un investissement financier et (b) celles basées seulement sur l'effort intellectuel et physique des membres de la communauté ;
4. pour les interventions qui demandent un financement (a) fournir une petite subvention qui ne dépasse pas 350,000 FCFA (environ \$500) à chaque communauté pour la réalisation d'un plan (avec budget) bien déterminé et/ou (b) aider la communauté à trouver un autre financement pour compléter la petite subvention de l'ACEF ou pour conduire des activités indépendantes visant les mêmes finalités ;
5. pour les petites subventions fournies par l'ACEF, avoir une contrepartie de 100% de la part de la communauté. Les contributions en nature (matériels, labueur et autres efforts humains) en constituent une partie significative ;
6. former, appuyer et suivre un noyau d'animateurs (d'ONG locales) qui, à leur tour, orientent, forment, appuyent et suivent les groupes locaux dans la préparation des soumissions de requêtes pour une petite subvention, et, une fois financée, dans la mise en œuvre et le suivi des actions concernées ;

7. former, appuyer et suivre une instance administrative (publique et non-publique, mixte) à identifier ou établir, vraisemblablement au niveau sous-préfectoral, pour assurer la validation des soumissions, l'octroi des petites subventions et leur bonne utilisation par les communautés ;
8. organiser régulièrement des rencontres, ou des « ateliers de réflexion », avec des parties prenantes (les ONG partenaires, l'USAID, les membres du gouvernement béninois, les représentants des communautés) afin d'échanger des stratégies et des expériences dans la mise en œuvre du Projet ACEF en vue d'en tirer des leçons sur l'initiative en particulier et sur la question de la scolarisation des filles en général ;
9. organiser un Conseil Consultatif restreint pour orienter et suivre le Projet dans son fonctionnement interne et ses relations externes ;
10. participer en tant que membre aux débats au Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles, et s'intégrer aux discussions d'autres groupes et séances concernant le sujet ;
11. présenter des dimensions techniques et administratives de l'ACEF dans les différents documents de données de base et de capitalisation des expériences du Projet.
12. faire le suivi-évaluation continu des actions à tous les niveaux : ONG-et leurs animateurs, groupes locaux, instances d'approbation, communautés (y compris avec les enfants) et ménages.

## **1.3. STRUCTURE, ORGANISATION ET ENVERGURE**

### **1.3.1. Structure et Organisation**

Le Projet ACEF en tant que structure ayant mis en œuvre l'approche est constitué de WL, de ses 3 ONG partenaires, des 8 CSP et des 91 CLR. Ces différentes composantes interviennent et interagissent de façon complémentaire.

#### **1. L'Equipe de WL**

L'équipe de WL joue un rôle d'orientation, de coordination, de gestion et de suivi au niveau national et pour l'ensemble du Projet. Cette équipe est composée de :

- 1 Directeur
- 1 Conseillère Technique
- 1 Conseiller financier
- 1 Comptable
- 1 Assistant Administratif
- 4 stagiaires, en moyenne 6 mois par stagiaire

Cette équipe est gérée par une autre localisée à Washington, D.C. et qui est composée de :

- 1 Conseiller Principal ;
- 1 Administrateur de Programme ;
- 1 Assistant au Programme

En plus, l'équipe de Cotonou bénéficie du soutien technique du Département des Finances de WL, notamment le Coordonnateur des Finances dans les pays d'intervention de WL.

#### **2. Les ONG nationales**

Les ONG nationales jouent chacune dans sa zone d'intervention un rôle similaire à celui de WL. En plus, elles définissent et élaborent avec WL, les différentes stratégies d'accompagnement des communautés. L'équipe de chacune des ONG est composée de :

- 1 Directeur (à temps partiel)
- 1 Superviseur 5 animateurs 1 Secrétaire administratif (à temps partiel) 1 Chef Service Administratif et Financier ou un Comptable (à temps partiel).

#### **3. Les Comités Locaux Représentatifs**

Quatre vingt onze (91) Comités Locaux Représentatifs (CLR) ont été mis en place, à raison d'1 CLR par communauté. Les CLR sont les communautés en miniature. Ce sont eux qui mettent le Projet en œuvre en collaboration avec l'équipe de ACEF. Ils sillonnent les villages et hameaux pour mobiliser les populations non seulement à participer aux activités mais surtout pour les motiver à scolariser leurs filles et à veiller à leur assiduité et performance. Les membres des CLR ont été choisis à partir de critères qui ont permis d'avoir par communauté une forte représentativité des hameaux et villages ainsi que la participation et le partage du pouvoir par les femmes.

- représentativité des villages/hameaux de la communauté du CLR : 96%
- effectif moyen de membres par CLR : 11
- pourcentage de femmes par CLR : 31%
- expérience associative des membres : 57% des membres par CLR. Certains appartiennent aux APE.
- partage du pouvoir de décision et de gestion :
  - plus de 21% des dirigeants des CLR sont des femmes en tant que Présidentes, Vice-présidentes ou Secrétaires ;
  - 35% des signataires des comptes des communautés sont des femmes ; par endroits, il s'agit de la totalité des signataires.

Les CLR ont pour rôle :

- ✓ Représenter la communauté ;
- ✓ Assurer la prise en charge des obstacles;
- ✓ Interface entre les populations, les autorités communales (cf. CSP) et WL/ACEF.
- ✓ Faciliter donc le processus ACEF;
- ✓ Etre l'interlocuteur direct des animateurs;
- ✓ Etre habilité à poursuivre les acquis du Projet à son terme.

Quelques-unes de leurs tâches consistent à :

- ✓ Proposer stratégies, priorités et projets ;
- ✓ Assurer la mise en œuvre, la gestion et le suivi efficaces des projets
- ✓ Négocier aux côtés de WL la collaboration éventuelle avec d'autres partenaires
- Organiser & Participer avec les animateur(trice)s aux activités de mobilisation de la communauté.

#### **4. Les Comités Sous-Préfectoraux d'approbation**

Huit (08) Comités Sous-Préfectoraux ont été mis en place, à raison d'1 CSP par Sous-Préfecture. Les CSP sont chargés d'étudier, d'approuver et de contribuer à faire le suivi de la mise en œuvre des projets communautaires.

- Effectif par CSP : 5 personnes.
- Représentativité des femmes : 30% de femmes qui proviennent généralement des Centres de Promotion Sociale. Elles y sont souvent Secrétaires ou Vice-présidentes, sauf à Boukoubé et à Zangnanado où les CSP sont 100% masculins parce que les Responsables de Centres Promotion Sociale sont des hommes à ces endroits.
- Les critères de mise en place des CSP ont tenu compte de la nécessité de synergie avec :
  - les organisations sous-préfectorales de la société civile,
  - les institutions décentralisées des enseignements primaire et secondaire,
  - les centres de promotion sociale du Ministère de la Protection Sociale de la Famille et de la Solidarité,
  - l'administration locale,
  - les agences techniques locales du développement rural.

C'est ainsi qu'on retrouve au sein de chaque CSP, des représentants des structures suivantes :

- ✓ L'Association de Développement de la Sous-Préfecture ;
- ✓ La Coordination des Associations des Parents d'élèves ;
- ✓ La Circonscription Scolaire, souvent en la personne du Chef de la Circonscription Scolaire ;
- ✓ Le(la) Responsable du Centre de Promotion Sociale ;
- ✓ La Sous-Préfecture, souvent représentée par le Secrétaire Général ;
- ✓ et dans certains cas le CARDER.

La totalité des CSP dispose d'un manuel de procédures dont la version initiale a été produite par les membres des CSP eux-mêmes. Ils ont bénéficié d'un renforcement de capacités en étude et approbation des micro-projets communautaires. Leur pratique avec les 48 premiers micro-projets soumis par les CLR s'est avérée assez concluante. Les CSP étaient en effet capables d'étudier les soumissions des communautaires en rapport avec les modalités et selon les procédures qu'ils avaient conclues. Cette pratique leur a permis d'apporter de nouveaux amendements à ces modalités.

Les CSP ont pour rôle d'apporter une assistance non intéressée pour :

- ✓ Définir le système de mise en place et de suivi des petites subventions;
- ✓ Valider le guide de petites subventions ;
- ✓ Analyser et approuver les propositions communautés;
- ✓ Assurer un rôle actif dans le suivi des subventions.

Ils ont pour tâches de :

- ✓ Elaborer son organisation pratique ;
- ✓ Etablir ses procédures de fonctionnement ;
- ✓ Mettre en place les critères d'attribution des petites subventions ;
- ✓ Dépouiller et analyser les dossiers de demande de subventions ;
- ✓ Décider de l'attribution des subventions ;
- ✓ Veiller à la distribution adéquate et équitable des subventions ;
- ✓ Suivre les réalisations objet des petites subventions ;
- ✓ Elaborer et soumettre à l'ONG-partenaire un rapport à chaque étape du processus.

### **5. Le Conseil Consultatif**

Un (01) Conseil Consultatif (CC) est mis en place au plan national : le CC est l'organe qui apporte des conseils sur la politique d'intervention de ACEF et qui facilite la synergie avec les autres organisations qui interviennent dans le domaine de l'éducation. Le CC est composé à 83% de femmes. Son bureau est constitué exclusivement de femmes et est dirigé par le MEPS et le Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (RNPSF).

Les structures ci-après sont représentées dans le CC :

- ✓ Le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS) ;
- ✓ Le Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (RNPSF) ;
- ✓ La Fédération Nationale des Associations de Parents d'élèves du Bénin (FENAPEB) ;
- ✓ Des structures para-gouvernementales d'assistance à la scolarisation des filles : Agence de Financement des Initiatives de Base (AGeFIB) ;

- ☑ Les autres organisations internationales qui interviennent dans la scolarisation des filles : Plan International en l'occurrence.

Comme résultats de cette structure organisationnelle, un nombre plus important de filles a été inscrit à l'école, les filles ont été plus assidues à l'école et y ont mieux réussi.

### **1.3.2. Envergure du Projet ACEF**

Le Projet ACEF intervient dans 91 des 94 communautés qui adhèrent à l'approche. Chacune de ces communautés est une population desservie par une Ecole Primaire Publique – EPP. Les 91 communautés comptent au total environ 400 villages et hameaux. Elles sont localisées dans 8 communes – Aplahoué, Banikoara, Bopa, Boukoumbé, Karimama, Kèrou, Ouinhi et Zangnanado – situées dans 5 Départements, à savoir : Alibori, Atacora, Couffo, Mono et Zou. (Cf. Annexe ... Liste des communautés ACEF).

## II- MISE EN ŒUVRE DU PROJET

### 2.1. SUR LE PLAN TECHNIQUE

#### 2.1.1. Mise en Œuvre des Repères.

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
<b>Repère 1 : Trois ONG béninoises sont engagées sur le projet</b>	<p>1.1. Accords avec les ONG-partenaires signés</p> <p>1.2. Liste des agents assignés à ACEF.</p> <p>1.3. Plans d'action, budgets et plans de paiement par repère présentés par chaque ONG- partenaire</p>	<p>En août 2001, WL a signé les accords de partenariat avec toutes les 3 ONG partenaires.</p> <p>Chacune des 3 ONG a établi et envoyé à WL une liste complète de son personnel technique affecté au Projet ACEF, avec leur profil. Il s'agit par ONG d'1 superviseur et de 5 animateurs.</p> <p>Pour la première année, chaque ONG a soumis son propre plan d'action, mais pour la deuxième année un plan d'action ACEF a été élaboré par l'ensemble des ONG et l'équipe locale de WL.</p>	<p>Ces accords ont été par la suite révisés pour plus de conformité avec les normes de l'USAID.</p>
<b>Repère 2 : le plan d'action et le calendrier d'exécution du projet sont finalisés</b>	<p>2.1. critères et procédures de recrutement des communautés.</p> <p>2.2. procédures pour</p>	<p>Le système de suivi-évaluation du Projet a été élaboré par l'équipe de WL en collaboration avec les ONG et les partenaires locaux (notamment les Comités Sous-Préfectoraux d'approbation – CSP).</p>	

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
	l'orientation, la formation et l'assistance des communautés.	Un système du Suivi d'Impacts a été également élaboré par une équipe composée de représentants des ONG, des communautés et de WL.	
<b>Repère 3 : 90 communautés se sont engagées à mettre en œuvre le Projet ACEF.</b>	<p>3.1. Lettres d'engagement signées par les communautés souhaitant participer à ACEF.</p> <p>3.2. Données de base sur les CLR et profil des communautés.</p> <p>3.3. Le guide de collecte des données et les données de base sur chaque communauté</p>	<p>93 communautés ont adhéré par écrit à l'approche du Projet ACEF. Quatre vingt onze de ces 93 communautés ont effectivement mis en œuvre le Projet.</p> <p>- WL et les ONG ont défini les Termes de références de mise en place des CLR. - Les ONG ont soumis les données organisationnelles des CLR dont la synthèse et l'analyse ont été faites par WL pour l'ensemble des CLR.</p> <p>Le Projet (WL et ONG) a développé un guide de collecte formative des données qui lui a permis de conduire l'étude de base sur le profil des communautés et des écoles. Le rapport final de l'étude est disponible.</p>	

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
<p><b>Repère 4 : Les communautés ont articulé leurs visions ainsi que les obstacles à la scolarisation des filles.</b></p>	<p><b>4.1.</b> Rapport soumis par chaque ONG sur les séances d'orientation à la vision et aux obstacles qui se sont déroulées, notamment le processus et les résultats.</p> <p><b>4.2.</b> Compilation des rapports des visions et des obstacles par chaque ONG</p>	<p>Les ONG ont rapporté leurs plans d'appui, le processus et les résultats des ateliers villageois de Vision et d'obstacles.</p> <p>Elles ont également soumis les rapports des visions définis et des obstacles identifiés par les communautés en matière de scolarisation des filles.</p> <p>Chaque ONG a présenté une synthèse pour ses zones d'intervention ; WL a soumis à l'USAID une synthèse du processus et des résultats des Visions et des obstacles pour l'ensemble du Projet.</p>	<p>Il était prévu que les communautés définissent des objectifs de scolarisation des filles dès le processus de « vision ». Dans la pratique, ceci n'a pas été possible à cause de la nécessité pour la plupart des communautés d'être d'abord convaincue de l'importance de cette scolarisation. Ainsi, le processus de visions a plutôt conduit à l'identification des obstacles, avant de déboucher sur les objectifs. Les objectifs ont été définis pour lever les obstacles.</p>
<p><b>Repère 5 : Les communautés définissent des Objectifs et élaborent des stratégies pour la scolarisation des filles</b></p>	<p><b>5.1.</b> Rapport élaboré par chaque ONG sur les séances d'orientation à la définition des objectifs et à l'élaboration des stratégies qui se sont déroulées, notamment le processus et les résultats.</p> <p><b>5.2.</b> Rapport fait par chaque ONG présentant les listes d'objectifs et stratégies correspondantes de ses communautés.</p>	<p>Les ONG ont soumis des rapports sur les séances de définition des objectifs et d'élaboration des stratégies par les communautés, principalement le processus et les résultats.</p> <p>Elles ont également soumis les rapports des objectifs définis et des stratégies élaborées à la fois par communauté et pour l'ensemble de leurs zones d'intervention respectives.</p> <p>WL a soumis à l'USAID une synthèse du processus et des résultats des objectifs et des stratégies pour l'ensemble du Projet.</p>	<p>Ainsi, le processus de visions a plutôt conduit à l'identification des obstacles, avant de déboucher sur les objectifs. Les objectifs ont été définis pour lever les obstacles.</p>
<p><b>Repère 6:</b></p>	<p>6.1. Soumissions présentées</p>	<p>Au total, 99 demandes de subventions ont été soumises par 91</p>	

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
<p><b>Les communautés ACEF élaborent et soumettent un ou plusieurs projets communautaires qui promeuvent la scolarisation réussie des filles.</b></p>	<p>au Comités Les demandes de subventions sont soumises</p> <p>6.2. Fiche résumant détails de base de chaque projet: activité, objectif, bénéficiaires, financement demandé, contributions</p>	<p>communautés aux Comités Sous-Préfectoraux d'approbation (CSP).</p> <p>Les ONG ont préparé par zone d'intervention une fiche qui présente les détails de base de chaque projet tels que : activités, objectif, bénéficiaires, financement demandé, contributions, etc.</p> <p>WL a élaboré et actualise un fichier des subventions de toutes les 91 communautés.</p>	
<p><b>Repère 7 : Octroi des petites subventions</b></p>	<p>7.1. Liste des subventions approuvées présentée à l'USAID et à d'autres partenaires par WL.</p> <p>7.2. WL présente à WL le rapport de la sélection et du processus de sélection des demandes.</p>	<p>Les CSP soumettent la liste des demandes étudiées et approuvées à WL par le biais des ONG.</p> <p>Les ONG et WL en font une synthèse qui est soumise à l'USAID.</p> <p>WL établit trimestriellement l'état des demandes de subventions sélectionnées.</p>	
<p><b>Repère 8 : Mise en œuvre et compte rendu du progrès et des impacts des micro-projets</b></p>	<p>8.1. Chaque communauté soumet ses rapports narratif et financier.</p> <p>8.2. Chaque ONG prépare un résumé de ces rapports et WL compile et analyse ces résumés qu'elle soumet à l'USAID et à d'autres</p>	<p>A ce jour, WL a reçu 60 rapports narratifs et financiers pour le même nombre de petites subventions.</p> <p>Sur la base des rapports soumis par les ONG sur les subventions, WL a élaboré un rapport sur les 98 subventions accordées par le Projet.</p>	<p>A cause du retard observé dans la mise en place des petites subventions, il n'a pas encore été possible d'entrer en possession de tous les rapports financiers.</p> <p>Les 3 Superviseurs</p>

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
	partenaires.		des ONG et le Spécialiste des petites subventions de WL s'investissent pour atteindre les objectifs fixés à cet effet.
<b>Repère 9 : Le Guide ACEF est achevé et reproduit pour une diffusion restreinte.</b>	La version finale du Guide ACEF est produite et diffusée par WL auprès de l'USAID, des autorités gouvernementales et locales de l'éducation primaire et auprès d'autres partenaires.	Eu égard à l'approche de mise en œuvre du Projet ACEF, aux outils utilisés et aux enseignements tirés, le Guide ACEF a été élaboré.	Il sera soumis pour étude et validation à l'USAID et aux partenaires au prochain trimestre.
<b>Repère 10 : Les formulaires et guides d'élaboration et de soumission des demandes de petites subventions ont été approuvés et diffusés aux communautés ACEF.</b>	Les formulaires utilisés par les communautés lors de la soumission de leurs demandes de subventions.	Ensemble avec les CSP et les ONG partenaires, WL a proposé des formulaires de soumission de demandes de subventions. Les agents de terrain et les Superviseurs des ONG partenaires ont été formés pour former les communautés (les CLR notamment) à l'utilisation de ces formulaires.	
<b>Repère 11 : Une structure et des</b>	11.1. Liste des membres des organes d'approbation	11.1. WL, les ONG et les CSP ont préparé des termes de référence, collecté et compilé les données organisationnelles des	Il n'y a pratiquement pas eu de dossiers

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
<p><b>procédures sont adoptées pour le dépouillement et l'approbation des soumissions et pour la gestion et la supervision des subventions.</b></p>	<p>des demandes de petites subventions (Comités Sous-Préfectoraux d'approbation – CSP).</p> <p>11.2. Les procédures de fonctionnement des CSP.</p> <p>11.3. Critères de revue et d'approbation des projets de subvention. Les critères doivent décrire clairement si le processus sera compétitif avec des gagnants et des perdants; ou s'il s'agira d'un processus faisant appel à des modalités offrant des chances d'une seconde soumission avec l'amélioration des projets des communautés.</p>	<p>CSP. Il y a au total 8 CSP, à raison d'1 CSP par Sous-Préfecture.</p> <p>11.2. Tous les 8 CSP ont défini des règlements intérieurs et procédures de fonctionnement, avec l'assistance technique des ONG et de WL.</p> <p>11.3. WL et les ONG ont assisté les CSP à définir les critères et modalités d'étude et d'approbation des demandes de subventions des communautés. Ces critères donnent généralement une deuxième chance aux communautés qui ont besoin d'améliorer leurs dossiers. Il y a aussi la possibilité de rejeter carrément les demandes lorsque le contenu ne cadre pas du tout à l'approche ni aux stratégies préalablement élaborées par la communauté.</p>	<p>rejetés pour certaines des raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les animateurs apportent une assistance technique aux CLR dans le processus du montage de leurs demandes de subventions.</li> <li>- Les animateurs assistent les CLR dans le respect des critères et modalités de soumission et de sélection des demandes.</li> <li>- Les superviseurs coordonnent le travail des animateurs pour assurer que ces derniers ne transmettent les dossiers de demandes de subventions aux CSP que lorsque ces derniers répondent aux normes fixées.</li> </ul>

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
			Les Animateurs retournent autant que possible travailler à nouveau sur les demandes de subventions avec les communautés avant de les transmettre aux CSP.
<b>Repère 12 : Formulaires de rapport des activités financées : les actions spécifiques, les partenaires d'exécution/financement, les impacts et les coûts(dépenses).</b>	Formulaires à utiliser par les communautés pour présenter les rapports des activités financées élaborés.		
<b>Repère 13 : Une conférence de partage et d'évaluation de l'expérience auprès de partenaires nationaux et internationaux.</b>	Rapport soumis à l'USAID et à d'autres partenaires sur l'atelier de fin de Projet.	WL a reporté la tenue de la conférence à cause de l'extension de la durée du Projet. Toutefois, plusieurs initiatives de documentation, de capitalisation et d'échange de l'expérience du Projet ont été prises. Il y a eu entre autres : -Termes de références élaborés, données à mi-parcours collectées et analysées en août 2002. -Résultats intermédiaires du Projet rapportés et présentés à l'USAID et à d'autres partenaires en octobre 2002. -La Revue locale « Education » a publié un dossier sur l'approche du Projet et quelques-uns de ses succès.	WL et ses partenaires continuent de travailler à une meilleure documentation de l'approche et à sa diffusion à un plus grand nombre d'acteurs.

Numéro et Titre du Repère	Indicateurs/Résultats Prévus par repère	Indicateurs/Résultats obtenus par repère	Observations
		<p>- Avec l'assistance de spécialistes en communication et en éducation, l'équipe du Projet ACEF a produit une brochure sur l'expérience, un article dans « Current » la revue de WL et un article dans la Revue de IFESH-Bénin.</p> <p>- Plus de 20 cas de succès ont été documentés sur la mise en œuvre de l'approche du Projet.</p>	

## III- RESULTATS OBTENUS ET IMPACTS

### 3.1. RESULTATS OBTENUS

Le Projet vise à contribuer aux deux Résultats Intermédiaires d'Education primaire que sont :

IR2: "Scolarisation accrue des filles dans les zones-cible"

IR3: "Environnement amélioré pour les acteurs sociaux"

Pour le Projet, ces résultats intermédiaires se traduisent en termes des résultats et indicateurs résumés dans le Tableau No... ci-dessous.

**Tableau No...: Résultats et indicateurs prévus ACEF**

No.	Résultats visés	Indicateurs
1.	Une plus grande participation des communautés à l'éducation de base, notamment celle des filles	- la manifestation d'un intérêt positif à la mise en œuvre du Projet - une meilleure organisation pour la prise en charge de la scolarisation des filles - l'enclenchement d'un changement de comportement ou l'adoption de nouveaux comportements.
2.	Accès plus accru des filles à l'école	Le pourcentage et la variation du pourcentage d'élèves de sexe féminin.
3.	Assiduité des filles à l'école	Le pourcentage et la variation du pourcentage de filles inscrites et ayant abandonné l'école
4.	La performance des filles	Le pourcentage de filles inscrites qui ont réussi à la fin de l'année scolaire

Pour réaliser ces résultats, le Projet a prévu d'atteindre 13 repères sur une période de deux ans. Ce sont :

#### 3.1.1. Mobilisation et participation communautaire.

Selon les objectifs prévus dans les Repères 3, ....., ..., et ....., les variables ci-dessous devront permettre de mesurer le niveau de mobilisation et la qualité de la participation des communautés au Projet ACEF. Il s'agit de :

- La manifestation d'un intérêt positif à la mise en œuvre du Projet à travers une lettre d'engagement. Le niveau de la mobilisation est fonction du nombre de communautés qui se sont engagées.
- Une meilleure organisation pour la prise en charge de la scolarisation des filles. C'est la qualité de cette organisation qui rend compte de la qualité de la participation des communautés au Projet. Elle se mesure sur la base des indicateurs suivants :

- ‡ le pourcentage des communautés engagées qui ont initié des comités représentatifs locaux (CLR) comme principaux organes de mise en œuvre du Projet au niveau local ;
  - ‡ le pourcentage des CLR qui ont réglé leur fonctionnement interne ;
  - ‡ le pourcentage de CLR qui ont soumis une demande de subventions en vue d'améliorer la scolarisation des filles ;
  - ‡ le pourcentage des micro-projets qui ont été sélectionnés par les organes de revue des demandes de subventions (les Comités Sous-Préfectoraux d'approbation – CSP) ;
  - ‡ le pourcentage de subventions accordées qui ont été correctement rapportées ;
  - ‡ le nombre de CSP mis en place en rapport avec le nombre de Sous-Préfectures d'intervention du Projet ;
  - ‡ le pourcentage des CSP qui ont réglé leur fonctionnement interne.
- L'enclenchement d'un changement de comportement ou l'adoption de nouveaux comportements. D'un côté il est un résultat direct de la participation des communautés à la mise en œuvre du Projet ; de l'autre côté, il est un facteur de génération des résultats quantitatifs au niveau de l'école, notamment en ce qui concerne l'accès, l'assiduité et la performance des enfants à l'école, en particulier les filles.

**Tableau No... : .....**

Variables	Résultats prévus	Résultats atteints	Observations
La manifestation d'un intérêt positif à la mise en œuvre du Projet à travers une lettre d'engagement. Le niveau de la mobilisation est fonction du nombre de communautés qui se sont engagées.	75 à 90 lettres de motivation.	94 communautés ont effectivement manifesté par écrit leur motivation à mettre l'approche du Projet en œuvre. (Cf. Annexe ... : Exemple de lettre de motivation)	
Une meilleure organisation pour la prise en charge de la scolarisation des filles. C'est la qualité de cette organisation qui rend compte de la qualité de la participation des communautés au Projet. Elle se mesure sur la base des indicateurs suivants	Le pourcentage des communautés engagées qui ont initié des comités représentatifs locaux (CLR) comme principaux organes de mise en œuvre du Projet au niveau local.	Toutes les 94 communautés ont initié leurs comités locaux représentatifs.	
	Le pourcentage des CLR qui ont réglé leur fonctionnement interne.	91 des 94 CLR ainsi initiés ont élaboré un règlement intérieur. Les 3 restants appartiennent à des communautés qui ont été abandonnées par les ONG partenaires de WL.	Ces règlements seront révisés et mieux définis dans la prochaine phase.

Variables	Résultats prévus	Résultats atteints	Observations
	Le pourcentage de CLR qui ont soumis une demande de subventions en vue d'améliorer la scolarisation des filles.	Tous les 91 CLR ont soumis de dossiers dont le but est l'amélioration de la scolarisation des filles.	
	Le pourcentage des micro-projets qui ont été sélectionnés par les organes de revue des demandes de subventions (les Comités Sous-Préfecturaux d'approbation – CSP).	La totalité des 118 demandes de subvention soumises aux CSP a été approuvée (Bopa 12, Aplahoué 20).	
	Le pourcentage de subventions accordées qui ont été correctement rapportées.	98 des 118 micro-projets sélectionnés ont été financés par ACEF pour environ \$36,000. De cet ensemble, ... ont été complètement rapportés. Le reste ne l'a pas été parce que : ..... ....	
	Le nombre de CSP mis en place en rapport avec le nombre de Sous-Prefectures d'intervention du Projet.	8 CSP ont été mis en place, en raison d'un CSP par Sous-Préfecture.	Les CSP ont pour attributions de définir les critères de sélection des demandes de subventions, d'étudier et de sélectionner les demandes, de suivre la mise leur mise en œuvre.
	Le pourcentage des CSP qui ont réglementé leur fonctionnement interne.	Tous les 8 CSP (100%) ont élaboré des procédures de fonctionnement interne.	Ces procédures seront révisées et mieux définies dans la prochaine phase.

<b>Variables</b>	<b>Résultats prévus</b>	<b>Résultats atteints</b>	<b>Observations</b>
L'enclenchement d'un changement de comportement ou l'adoption de nouveaux comportements. D'un côté, il est un résultat direct de la participation des communautés à la mise en œuvre du Projet ; de l'autre côté, il est un facteur de génération des résultats quantitatifs au niveau de l'école, notamment en ce qui concerne l'accès, l'assiduité et la performance des enfants à l'école, en particulier les filles.	<p>Initiatives prises au niveau des ménages et de la communauté pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-L'accès des filles</li> <li>-L'assiduité des filles</li> <li>-La performance des filles</li> </ul>	<p>Les CLR ont été le moteur principal qui a conduit la mise en œuvre du Projet dans les communautés. Ils ont bénéficié de l'appui direct des animateurs et CSP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Pour accroître l'accès : <ul style="list-style-type: none"> <li>*La quasi totalité des CLR est passée de maison en maison vers la fin des vacances pour enregistrer les enfants en âge d'être scolarisés.</li> <li>*Simultanément, les CLR ont requis de la part des parents un engagement (oral) d'inscrire ces enfants à l'école.</li> <li>*A la rentrée, les CLR font le contrôle afin de savoir si tous les enfants scolarisables l'ont été. Autrement, ils interpellent les parents fautifs.</li> <li>*Les CLR mènent une campagne médiatique sans frontière géographique. Tous les CLR se sont donnés pour tâche de conscientiser les parents sur l'obligation, de même que l'intérêt pour eux de scolariser tous leurs enfants sans distinction de sexe. Le contenu de la conscientisation a varié d'une communauté à l'autre compte tenu de la nature des visions-obstacles-stratégies définis.</li> <li>*Dans le cadre de ces actions de communication et de leur suivi, les CLR ont démarré des initiatives fructueuses dont la fin est de rétablir la dignité</li> </ul> </li> </ul>	

Variables	Résultats prévus	Résultats atteints	Observations
		<p>humaine et le droit humain des filles. Il s'est agi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-L'interdiction de la transhumance saisonnière des petits enfants par leurs parents e pleine année scolaire.</li> <li>-L'interdiction des mariages forcés et précoces, des enlèvements des filles par les hommes.</li> <li>-Le contrôle de la déscolarisation des filles.</li> </ul> <p>Dans ce processus, les CLR ont bénéficié du soutien des autorités administratives chargées de la sécurité publique, de l'administration territoriale et de la circonscription scolaire.</p>	
	<p>Initiatives au niveau des écoles ou par les autorités administratives scolaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 67% des CLR ont constitué des sous-comités de suivi des enfants à l'école. Ces comités prennent en plus des mesures adaptées afin de retourner à l'école les filles absentes ou en instance d'abandon.</li> <li>- Les écoles ont été autorisées à ouvrir 32 nouvelles classes de ci et 1 CM1 pour répondre à l'afflux de enfants et des adolescents.</li> </ul>	
	<p>Accès des filles à l'école.</p>	<p>.... parents nouveaux parents ont inscrit leurs enfants à l'école. Au total ... enfants ont été inscrits dont ... filles. Ces inscriptions émergent de changements de comportement parfois fondamental. C'est le cas de Monsieur ..... de</p>	

Variables	Résultats prévus	Résultats atteints	Observations
		<p>Donhounmè (cf. Encadré No...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Près de 56% des enseignants communautaires ont été recrutés sur l'initiative des CLR.</li> <li>- Environ 78% des enseignants communautaires sont pris en charge par les communautés elles-mêmes.</li> <li>- Les 18 CLR de la Sous-Préfecture de Aplahoué ont mis en place des structures décentralisées nommées Organes Représentatifs de Hameaux/Villages (ORH) pour faciliter la mobilisation des communautés dans le processus de mise en œuvre des micro-projets. Il existe ainsi des caisses de cotisation dans plusieurs hameaux/villages dans lesquelles les populations épargnent par ménage des montants préfixés par les CLR en vue de réaliser leurs micro-projets de scolarisation des filles. Tout en reconnaissant les besoins actuels de renforcement de capacités organisationnelles des CLR, nous enregistrons cette initiative comme une preuve u début d'appropriation de l'approche participative communautaire par les communautés.</li> </ul>	

Il y a plusieurs facteurs qui expliquent le fait que ACEF ait pu agir favorablement sur la scolarisation des filles à l'école, mais aussi sur celui des garçons.

### **1. L'enregistrement des enfants scolarisables mais non encore scolarisés, avant et après la rentrée scolaire, par les CLR**

La plupart des CLR passent de maison en maison pendant les vacances pour enregistrer dans un cahier la liste des enfants en âge d'être scolarisés mais qui ne l'ont pas encore été. Ensuite, ils échangent avec les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants avant de les faire s'engager (oralement) sur l'inscription de leurs enfants à la rentrée suivante. Dès la rentrée, ils se rapprochent des écoles pour s'enquérir de la liste des nouveaux écoliers. Après rapprochement, ils retournent dans les familles qui n'ont pas inscrit leurs enfants à l'école. C'est ainsi que des CLR ont pu atteindre des taux d'inscription des enfants qui dépassent parfois 60%. Des directeurs d'écoles se sont étonnés que des parents viennent enregistrer leurs enfants avant la rentrée. Ceci a engendré des pré-rentées alors qu'auparavant, des parents attendent près d'un trimestre après la rentrée pour amener leurs enfants à l'école. La plupart des communautés de Banikoara ont mis en place des comités dits de recrutement des enfants de CI. Ces comités sont composés chacun de représentants du CLR, d'un membre du Bureau de l'APE, d'enseignants et du chef de village.

### **2. Le suivi des filles à l'école par les parents à travers les CLR**

Il faut citer en premier lieu la conviction de plus en plus forte des parents de la nécessité non seulement d'inscrire mais de veiller à la régularité et à la réussite des enfants en général et des filles en particulier à l'école. C'est en effet cette conviction qui a engendré l'initiative des CLR à s'investir dans le suivi de la scolarisation de leurs enfants. Soixante (60) des 91 communautés ACEF ont entrepris le suivi scolaire de leurs enfants sous diverses formes. Il s'agit de communautés qui ne faisaient pas ce suivi du tout et qui n'étaient pas autrement d'avis qu'il fallait scolariser les enfants.

- La fréquence du suivi : 31 CLR, soit 52% des 60 communautés se portent 1 à 2 fois par semaine à l'école pour le suivi. Quinze y vont 2 à 3 fois par semaine tandis que 9 communautés le font jusqu'à 3 fois.
- Les variables qui font l'objet du suivi par les communautés (cf. Tableau No.8):

**Tableau No.8 :** Variables de Suivi des Filles à l'école par les parents

<b>VARIABLES DE SUIVI</b>	<b>Effectif des CLR (ou communautés) qui mettent en œuvre la variable</b>
Vérification de la présence des filles	57
Information sur la performance des filles	49
Prélèvement de la liste des filles absentes	38
Vérification de la régularité et de la ponctualité des enseignants	28

### **3. Les actions engagées suite au suivi**

Les CLR ne s'arrêtent pas au constat, ils entreprennent des démarches qui ont porté leurs fruits. Il est d'ailleurs constaté que les actions mobilisent plus de communautés que certaines variables de suivi (cf. Tableaux No.8 et 9). Ces actions visent essentiellement à ramener à l'école les élèves absent(e)s et ceux/celles en instance de démission. Pour ce faire, des étapes intermédiaires sont franchies :

- ✓ identifier et saisir les parents des absent(e)s relevé(e)s ;
- ✓ s'enquérir des causes de la situation ;
- ✓ apporter une assistance, conseiller ou prendre les mesures correctionnelles nécessaires pour atteindre l'objectif de ramener les enfants à l'école.

L'identification des parents des filles absentes ou démissionnaires se fait par le biais des personnes représentant, au sein des CLR, les hameaux/villages de provenance des dites filles. Ce sont ces personnes qui sont appelées « messagers » dans certains CLR.

**TABLEAU N0... : MESURES/ACTIONS ENTREPRISES PAR LES CLR SUITE AU SUIVI SCOLAIRE**

Mesures/actions	Effectif des CLR (ou communautés) qui prennent cette mesure
Compte-rendu au messager	39
Identification des parents des absentes	55
Identification des raisons d'absence	55
(Menace de) Pénalisation	6
Information de l'Animatrice/teur sur la situation	50
Visites aux filles par les membres du CLR	26
Visites aux filles par l'Animatrice/teur	23
Conscientisation des filles et des parents pour la reprise des classes	46
Contributions aux soins de santé	4

#### 4. La récupération des filles élèves précocement mariées

Dans l'Atacora (Kèrou et Boukoubé), il s'est agit d'une vingtaine de filles ; dans le Sud, au moins une dizaine de cas ont été enregistrées. Comme le témoignent les Animateurs et les membres CLR : «Henriette Bolibo, adolescente de 12 ans, a été victime du mariage forcé alors qu'elle était régulièrement écolière en troisième année du cours primaire. Sur pression du CLR soutenu par quelques chefs traditionnels, elle en a été délivrée et est retournée à l'école. Cela s'est produit dans la communauté de Avégodo (Commune d'Aplahoué au Sud du Bénin). Au Nord, dans la communauté de Koné, Commune de Banikoara, deux filles déscolarisées pour fiançailles ont été récupérées et retournées à l'école grâce au CLR et à l'Animatrice ». Ce sont des filles retirées de l'école par les parents pour le mariage par échange ou par la dot. Quelques-unes étaient âgées d'au plus 14 ans. L'une de ses filles a pu obtenir son CEP.

#### 5. La réduction du trafic et du placement des filles

Plus d'une quinzaine de filles placées, *Vidomegon*, ont été retournées dans leurs villages respectifs sur demande de leurs parents suite à la variation induite par le processus ACEF dans leur compréhension de la position d'une fille dans sa famille. Mieux, Débora Houndessegan, une placeuse professionnelle très connue dans le milieu, s'est reconvertie à la cause du respect des droits des filles à une meilleure éducation. De la profession de collecte et du placement des filles, Débora est devenue, avec ACEF, promotrice du retour et de l'éducation des filles, et promotrice de groupement d'intérêt économique des femmes de sa communauté. L'événement s'est produit à Tokpoê, une communauté de la Commune de

Bopa, sud du Bénin. Avec l'effort de leurs parents, dix (10) des *Vidomegon* retournées ont repris le chemin de l'école. L'une des filles était placée au Nigeria.

#### **6. La limitation et des mesures d'interdiction de la déscolarisation des filles pour la transhumance**

A Sonnou-Peulh et à Gabaga deux communautés de la Commune de Banikoara, les populations se sont opposées à ce que les élèves accompagnent leurs mères à la transhumance. Huit (08) filles déscolarisées ont été ainsi ramenées de la transhumance (3 à Gabaga et 5 à Sonnou-Peulh). Toutes les 8 ont repris l'école. La pratique était que les enfants partent avec leurs parents lors de la transhumance, autrement ils ne peuvent plus avoir du lait dans leur bouillie alors qu'ils n'apprécient pas du tout la bouillie sans lait. Quand le bétail part avec les parents, il n'y a donc pas de bouillie en tant que telle. Le Président du CLR de Gabaga, un ancien combattant y a joué un rôle important. L'effectif des filles (48) était largement plus élevé que celui des garçons (30) à Gabaga au cours de l'année scolaire 2002-2003. La situation est pareille à Sonnou-Peulh où 42 filles pour 37 garçons étaient inscrits.

#### **7. La récupération de filles qui étaient remplacées à l'école par des garçons**

Le Comité Local Représentatif et l'Animateur, acteurs principaux de la mise en œuvre de ACEF à Djolini, une communauté de Kèrou au Nord du pays, ont aidé à récupérer 3 filles qui avaient été remplacées à l'école par leurs frères. Au total, au moins 10 filles avaient été retirées de l'école et remplacées par endroits par leurs frères. Les filles ainsi déscolarisées devaient aider leurs mères à garder de plus jeunes enfants au cours des travaux champêtres exécutés très loin des habitations. Dans cette communauté, l'effectif des filles est passé de 22 en 2001 à 68 en 2003. Egalement, 16 anciens écoliers de première et de deuxième années ont repris le chemin de l'école. Tout ceci implique dans l'immédiat plus de charges domestiques pour les mamans, certes, mais moins de fardeaux dans l'avenir.

#### **8. La négociation de changements culturels et traditionnels engagés par les CLR**

Les actions de réduction du placement/trafic des enfants, la limitation de la transhumance avec les écoliers, la lutte contre le mariage forcé et précoce des filles relèvent d'initiatives courageuses et révolutionnaires lorsque l'on sait qu'environ 69% des membres des CLR sont des hommes et sont par conséquent faiseurs et gardiens de ces traditions et pratiques. Cette révolution a été encore plus remarquable lorsqu'elle est intervenue dans des domaines aussi sensibles que les cultes traditionnels de Voodoo. En effet, la raison n'a pas d'être dans ce domaine et la loi est très claire, assez rigide et parfaitement suivie : « Sacrifier tout, sacrifier autant de vies humaines sans épargner aucun des siens et sans réfléchir tant qu'il s'agit de sauvegarder le mythe ». La provenance organisationnelle des membres des CLR et des CSP a une influence capitale sur les initiatives et les résultats enregistrés dans le domaine. Il s'agit en l'occurrence de l'appartenance de certains des membres au cercle du pouvoir de décision dans la vie et les religions traditionnelles. (Cf. Encadrés No... et ...). Dans le Centre du Bénin, une écolière de 8 ans a été retirée du couvent du fétiche au cours de l'année scolaire 2002-2003 grâce aux négociations des membres du CLR avec les chefs religieux, et grâce à la détermination de son père à conduire ses filles à la réussite scolaire.

### Encadré No... : Sur les changements culturels

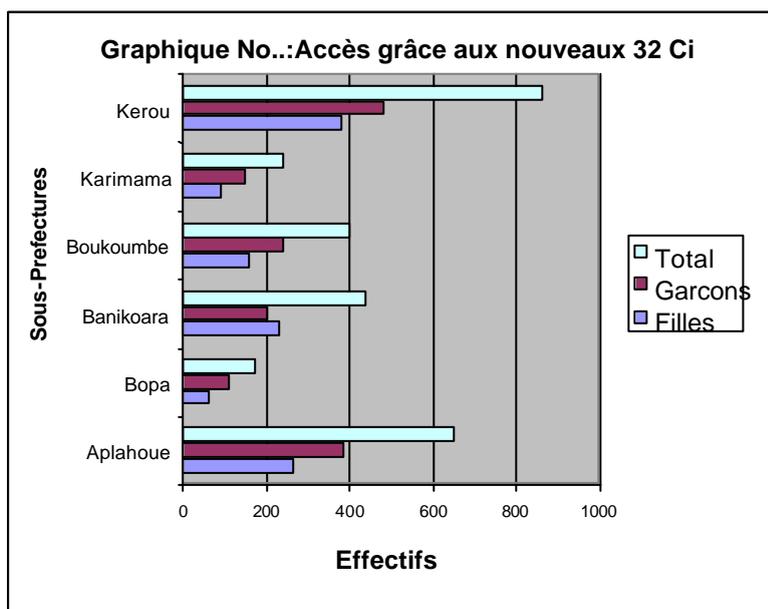
DOSSAVOU Ablawa Martine, 12 ans, nouvelle adepte du culte Voodoo a été souvent perturbée par les cérémonies périodiques qui ne lui permettaient pas de suivre régulièrement les cours. C'était un processus qui ne pouvait conduire qu'à l'abandon de l'éducation scolaire par Ablawa. Les membres du CLR, informés de cet handicap, sont entrés en négociation avec les chefs du culte et ont pu obtenir, au bénéfice de Ablawa, un assouplissement des exigences du culte. Cette fille a passé le Certificat de fin d'Etudes Primaires – CEP avec succès en 2002. Mieux, elle a été classée parmi les 10 premiers du Mono-Couffo. Dossavou Ablawa Martine est de la communauté de Kpindji située à Bopa dans le Département du Mono.

### 9. La gestion de vieux conflits

Les conflits ne favorisent pas le développement local ; ils l'étouffent et le détruisent. A Dhossouhoué, une communauté d'Aplahoué, l'Animatrice de ACEF, Halima Coulibaly, a accompagné avec succès le règlement d'un vieux conflit qui empêchait depuis des années, les hameaux de cette communauté à se mettre ensemble pour améliorer leurs conditions de vie. Elle a réussi ce fait grâce aux personnes ressources qui l'ont aidée à mettre en place un Conseil des Sages de la communauté, auteur principal du règlement du conflit. Ce Conseil existe encore et fonctionne en appui au Comité Local Représentatif qui est chargé de la mise en œuvre du Projet. Sous la fièvre du conflit, la communauté n'était pas capable de se mobiliser pour la scolarisation des filles. Le conflit était né d'antécédents très fâcheux liés entre autres à l'individualisme, l'envoûtement et le détournement de fonds communautaires.

### 10. L'ouverture de classes de CI par dérogation

Trente deux (32) classes du cours d'initiation (première année du cours primaire) ont démarrées dans les écoles officielles pour héberger l'affluence des enfants suite à la mobilisation faite par le Projet ACEF lors de la rentrée 2001-2002. Grâce à ces 32 cours d'initiation 2778 enfants ont pu commencer l'éducation scolaire. Il y avait parmi eux 1200 petites filles. Dans plus de 53% des écoles des communautés ACEF, le recrutement des enfants se fait sur une base biennale. Cela décourage la motivation des parents d'inscrire leurs enfants et encourage la non scolarisation des filles. L'ouverture des 32 CI a conduit à des endroits au recrutement d'enseignants "communautaires".



### **11. L'ouverture de classes communautaires au sein des écoles officielles et aménagement d'espaces communautaires**

Une dizaine de classes communautaires ont été démarrées avec plus de 800 écoliers nouveaux et réintégrés, dont 45% de filles. Les communautés ont personnellement financé près de 60% de ces classes.

En plus, les communautés ont créé une dizaine d'espaces transitoires de scolarisation des enfants. Ces espaces appelés écoles communautaires sont financés à près de 100% et gérés par les communautés pour absorber le surplus des enfants désireux d'être scolarisés mais que les écoles officielles ne pouvaient pas héberger. Cette incapacité des écoles officielles était relative à l'insuffisance d'infrastructures, d'enseignants ou le plus souvent à la distance que les enfants devraient parcourir pour atteindre l'école. Cette distance va parfois au-delà de 10km même dans les communautés du Sud où les écoles sont supposées être à des distances plus raisonnables. L'incapacité est liée aussi à l'inaccessibilité physique lorsque les enfants doivent traverser un cours d'eau (à Banikani/Karimama) ou une forêt (à Sampeto/Banikoara).

#### **Encadré No... : Sur les facteurs de création des espaces communautaires de scolarisation**

La communauté d'Azondogahoué, Commune d'Aplahoué, Sud du Bénin a initié une école communautaire dans le hameau de Dabohoué où les enfants devraient parcourir deux fois 11km pour aller et retourner de l'école. Soixante douze (72) enfants dont 32 filles ont pu ainsi s'inscrire à l'école. La communauté de Hontomè a également créé une école communautaire dans son hameau de Dahoui situé à plus de 6km de l'école officielle. Ainsi, le hameau a enregistré 90 nouveaux écoliers dont plus 50 filles précédemment coupés de l'école.

Les espaces ont enregistré environ .... enfants dont ... filles. Grâce au partenariat entre les Circonscriptions Scolaires et ACEF, les communautés bénéficient généralement du soutien technique des Chefs de Circonscriptions Scolaires ainsi que des Directeurs des écoles officielles environnantes, pour le suivi et la gestion réussis des espaces communautaires transitoires de scolarisation des enfants. Par conséquent, les enfants de ces espaces ont la priorité d'inscription dans les écoles officielles et y sont aussi acceptés au cours préparatoire lorsqu'ils réussissent à la fin de l'année.

### **12. Nombreux retours à l'école**

Au moins 638 anciens écoliers (dont 291 filles) qui avaient abandonné les cours ont repris les cours.

#### **Encadré No... : Le CLR de Doga-Akpakodji dit non à l'incarcération des filles dans les couvents.**

SOSSOU Richelle, est une petite fille de 8 ans qui fréquente le cours préparatoire – CP à l'EPP/Doga-Akpakodji, située dans l'ex-Commune urbaine de Zagnanado. Le vendredi 24 janvier 2003, à la sortie des classes, aux environs de 13 heures, elle a été enlevée par les adeptes du fétiche « Sakpata – dieu de la terre » du village Doga. En réalité ce fétiche n'est pas à sa première expérience. D'habitude on constate la disparition des enfants (filles comme garçons) et après les enquêtes de sources fiables, on apprend que les enfants sont séquestrés au couvent du fétiche « Sakpata ». Cette fois-ci, ce fétiche a vu sa proie lui échapper compte tenu de la ténacité et de la perspicacité des membres CLR et du père de la petite. En effet, ce vendredi 24 janvier 2003, ce n'est que tout à fait le soir de son retour du champ que EZIN Orobiyi, père de Richelle, 50 ans environ, constata l'absence de sa fille. Aussitôt, il interpella les cohabitants et c'est là qu'on lui apprend que HOUEDOTE Assogba Hadjo, adepte du fétiche « Sakpata » s'était entretenu avec la fille du retour de l'école. Après, il lui a commandé de la boisson locale (sodabi) et depuis la fille n'est plus revenue. D'investigations en investigations, il découvre que

sa fille serait déjà au couvent du fétiche « Sakpata ». Fou de colère, il a alerté toute la population : « Je réclame ma fille du moment où je ne suis pas adepte du Voodoo et donc celui-ci n'a aucun droit sur ma fille » s'écria Orobiyi. Alors, le samedi 25 janvier 2003, très tôt le matin tout en pleur, il a tenu informer le chef de la circonscription de Zagnanado, de même que le Directeur de l'école en même temps que le secrétaire du CLR de la communauté. Entre temps, le vice-président du CLR, ayant appris cette nouvelle dans le village, s'est porté chez les parents de Richelle en compagnie du trésorier du CLR qui est adepte du fétiche. C'était pour vérifier si les parents étaient avais collaboré à l'enlèvement. Les parents de Richelle ont clairement affirmé qu'ils ne sont personnellement mêlés ni de près ni de loin de l'enlèvement de leur fille par le fétiche et par conséquent, ils demandent que leur fille soit relâchée automatiquement. Les deux membres du CLR sont partis informer le président dudit comité pour prendre l'initiative d'actions musclées. C'est ainsi que ces trois membres ont pris contact avec certains notables et jeunes de Doga et tous ensemble ils ont encerclé le couvent exigeant le relâchement sans condition de la fille. Sous cette pression, les chefs féticheurs de « Sakpata » ont tenu une réunion dont le verdict était attendu par l'équipe dirigée par les CLR, laquelle équipe se tenant prête à tout bousiller au cas où le fétiche ne lâcherait pas prise. Dans cette ambiance surchauffée, fort heureusement, à l'issue de leur conciliabule ils ont annoncé que Richelle sera libérée. Effectivement, la fille a été conduite à ses parents au petit matin du dimanche 26/01/03 aux environs de 1H30mn. Ainsi donc, dans la journée de ce même dimanche, les membres du CLR sont allés vérifier si les féticheurs ont tenu leur promesse.

Richelle est retournée à l'école le lundi 27/01/03, mais puisque la sécurité de la fille libérée est dangereusement menée, ses parents ont décidé de l'amener à Cotonou, afin qu'elle y poursuive ses études. Ayant appris cette information, le Président du CLR, le Conseiller, le Trésorier et la Trésorière adjointe, après avoir pris contact à nouveau avec les parents de la fille, se sont rendus chez le Chef de la Circonscription Scolaire pour solliciter son concours afin que Richelle soit maintenue à l'EPP/Doga-Akpakodji au lieu de la laisser partir. Toutes les tentatives dans ce sens ont été vaines. Enfin, sur consensus des membres CLR, le directeur d'école a rédigé une correspondance au directeur (trice) d'accueil de Richelle pour lui demander de délivrer un certificat scolaire à Richelle dès son inscription pour s'assurer de sa réinscription effective.

EZIN Orobiyi est marié à deux femmes. En plus de Richelle, il a une autre fille et un garçon. Ce dernier est en apprentissage. Quant aux filles, leur père tient systématiquement à leur scolarisation, car il nous a confié que dans sa famille, il y a des institutrices, des sages-femmes. Et pourquoi pas ces filles à lui ? Alors il n'y a pas de raison qu'elles ne fréquentent pas. C'est pour cela qu'il met tous les moyens à la disposition de ses deux filles chéries.

Chantal BOSSOU, Animatrice GRAPAD/ACEF

### **13. Les micro-projets communautaires**

Suivant les obstacles prioritaires identifiés et les stratégies définies par chaque communauté pour lever ou contourner ces obstacles, ACEF a financé en tout 98 des 105 micro-projets de natures variées. Le coût total des 98 micro-projets est de \$139,673. Ces micro-projets peuvent être regroupés en 10 grandes catégories.

#### ***Les catégories de micro-projets***

- Les espaces d'étude au nombre de 34 se rencontrent dans les communautés du Mono-Couffo avec MJCD et du Borgou-Alibori -Atacora avec CERABE. En fait les communautés ont mis en place beaucoup plus d'espaces qu'en a financés le Projet. Au niveau de la MJCD, il y a eu 61 espaces d'études. Les espaces ont été créés par hameau et/ou village pour y faciliter l'accès des écoliers.
- Les classes communautaires, 4, initiées surtout au Nord et au Sud. Ici aussi, les communautés ont créé plus d'une vingtaine de classes communautaires.

- La communication Sociale est presque dans toutes les communautés. Il y a eu ce type de micro-projet soit pour sensibiliser les communautés dans l'avantage de la planification familiale, soit pour les motiver à envoyer plus de filles à l'école, soit pour les informer sur la nécessité et les procédures d'obtention d'acte de naissance pour leurs enfants, soit pour soutenir et pérenniser les impacts du micro-projet principal. Ils sont au nombre de 21.
- Etablissement de pièces d'état civil, c'est seulement dans le Mono-Couffo qu'on a eu un tel micro-projet avec MJCD où le problème se pose avec acuité. L'Agence de Financement des Initiatives de Base – AGeFIB, membre du Conseil Consultatif de ACEF, a apporté sa contribution aux communautés pour le financement de ce type de micro-projet qui exigeait plus d'apport extérieur qu'en apporte WL. WL en a co-financé 1 seul avec la communauté. AGeFIB a financé au total 1471 actes de naissance dans 19 communautés et a apporté près de 94% des 11.644.860 FCFA (environ \$19,000) que coûtaient les actes de naissance.
- Les visites d'échange, au nombre de 7 se sont effectuées surtout dans l'Atacora plus précisément dans les sous-préfectures de Kèrou et de Boukombé.
- Les cantines scolaires, 10 dans le portefeuille des micro-projets. Il y en a eues notamment dans les sous-préfectures de Banikoara, de Kèrou de Zagnanado et de Ouinhi.
- Achat de barque (pirogue). Nous en avons financé 1 seul dans Karimama.
- Champs communautaires : ce sont des micro-projets pour pérenniser les micro-projets des cantines communautaires. Ils ont été financés principalement dans les sous-préfectures de Zagnanado, de Ouinhi et dans le département de l'Alibori. Ils sont au nombre de 3.
- Les crédits pour les Activités Génératrices de Revenu (AGR) ont été développés surtout dans le Zou avec GRAPAD. ACEF en a financés 16;
- Prix d'excellence, au nombre de 8, ce type de micro-projet accompagne les crédits aux femmes pour les AGR.

### ***La contrepartie des communautés***

Pour la réalisation des micro-projets, les CLR ont fait beaucoup d'effort de mobilisation d'apport personnel. Les communautés ont pris l'engagement de contribuer pour environ quatre vingt quinze mille cent quarante quatre dollars (\$95,524) soit plus de 68% au lieu de 50% du coût total des micro-projets. Cette contribution est faite en espèce comme en nature. La plupart des apports en espèce proviennent des cotisations ou des caisses des associations de développement des communautés. On a observé plus d'effort de mobilisation en espèce dans le Nord surtout dans les sous-préfectures de Banikoara et de Kèrou à cause des ristournes de coton tandis que les faibles taux de mobilisation en espèce sont observés dans les sous-préfectures de Zagnanado et de Ouinhi. En ce qui concerne les apports en nature, les communautés apportent de la main d'œuvre et tout ce qui peut rentrer dans la réalisation du micro-projet et qu'on peut avoir sur place, tels que le gravier, le bois, le sable, la paille, etc.

### ***Les subventions de World Learning (WL)***

A total WL a déboursé en espèce environ trente six mille dollars (\$ 35,962) pour le financement des 98 micro-projets soit environ 26% du coût total des micro-projets. Les subventions de WL ont été orientées vers des lignes spécifiques du budget selon les besoins des micro-projets. C'est ainsi que par exemple pour les espaces d'étude et les classes communautaires, les fonds de WL ont servi pour l'achat de matériels didactiques. Pour les micro-projets de communication sociale et des visites d'échange, les fonds de WL sont affectés aux déplacements, à l'hébergement ou au paiement des personnes ressources dont les services ont été nécessaires pour la réalisation des micro-projets. C'est aussi le cas des communications en planning familial. Pour les champs communautaires, les fonds de WL ont permis de nourrir les paysans lors du travail au champs.

#### **Encadré No... : La barque de Banikani**

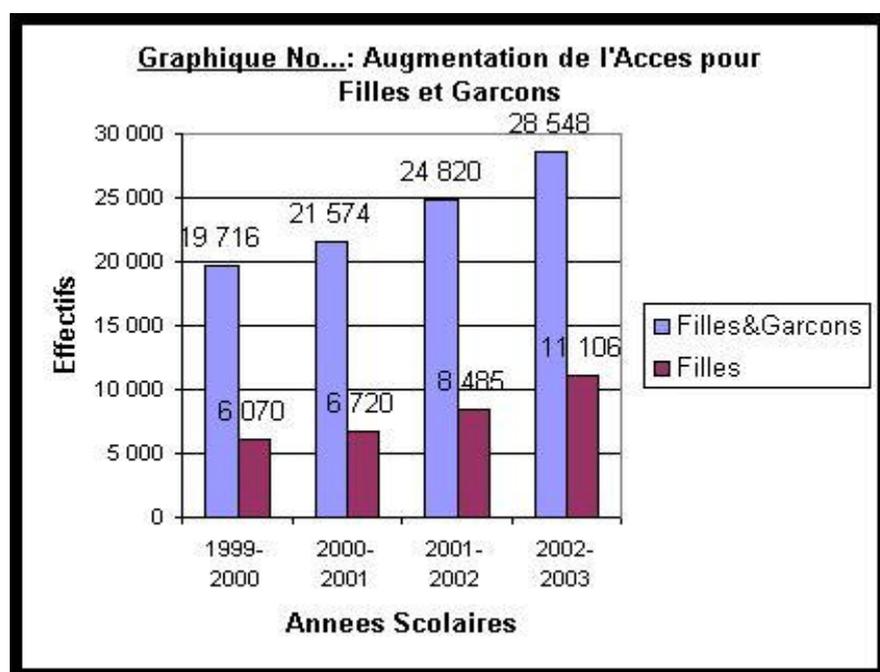
A Banikani, Commune de Karimama, à l'extrême Nord-Est du pays, les filles ont des difficultés à accéder à l'école à cause de l'enclavement de la communauté et de la nécessité d'utiliser la pirogue. Les populations estiment inconvenable que les fillettes s'exposent aux différents exercices qu'exigent la traversée des cours d'eau. Leur crainte est que les fillettes exposent accidentellement leur nudité au cours du trajet. La communauté a jugé prioritaire de lever cet obstacle avec l'achat d'une barque pour le transport des écoliers. Ce qui a été réalisé grâce à la subvention du Projet ACEF et aux contributions personnelles de la communauté. Comme impacts, l'effectif total de l'école est passé de 75 en 2001 à 191 en 2003 ; pour les filles il est passé de 14 à 69 pour la même période. Une (1) fille du cours moyen deuxième année – CM2, soit la sixième année du cours primaire, a repris l'école alors qu'elle l'avait abandonné avant le démarrage du Projet ACEF.

Il faut signaler que dans cette communauté, à cause de l'inexistence d'enseignants, les 65 élèves constituant la totalité du cours d'initiation, sont retournés à la maison au cours de l'année 2003.

### 3.1.2. Amélioration de l'accès.

Dans les 91 communautés où le Projet a été mis en œuvre, l'effectif total des enfants inscrits à l'école est passé de 19.716 en 1999-2000 à 28.548 en 2002-2003. Celui des filles est passé de 6070 à 11.106 au cours de la même période. Les inscriptions annuelles se sont ainsi accrues dans les zones ACEF respectivement de 1858 à 3728 pour l'ensemble et de 649 à 2622 pour les filles.

En 2001, le taux brut de scolarisation dans les communautés ACEF était à environ 53% ; pour les filles, il était à environ 34%. En 2003, il est estimé à 68% pour l'ensemble des élèves et à 50% pour les filles.



Il est important de mentionner que pour l'année scolaire 2002-2003, au moins 49 classes ont enregistré plus de filles que de garçons, au moins 3 ont enregistré autant de filles que de garçons tandis qu'au moins 7 écoles ont eu un effectif total de filles plus important que celui des garçons. Les premières, deuxième et troisième années du cours primaire sont celles qui ont montré plus manifestement cet écart positif. Principalement, dans plusieurs premières années, l'effectif des filles tend à doubler celui des garçons. Plus on monte, moins l'écart devient important et atteint parfois l'unité. Les retours de déscolarisés auront spécialement agi sur les classes supérieures, à partir de la quatrième année. Les communautés Peulh de Banikoara ont démontré une performance remarquable dans ce domaine. (Cf. Tableau No... ci-après).

**Tableau No... : Filles PLUS**

<b>Communes</b>	<b>Classes avec Filles&gt;Garçons</b>	<b>Classes avec Filles=Garçons</b>	<b>Ecoles avec Filles&gt;Garçons</b>
Ouinhi	4	0	1
Zagnanado	9	1	0
Kerou	8	0	0
Boukoumbe	4	1	0
Banikoara	11	0	5
Karimama	2	0	0
Bopa	5	0	0
Aplahoue	6	1	1
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>3</b>	<b>7</b>

De plus en plus, ce sont les enfants qui amènent les parents à se décider à les inscrire. La détermination des enfants a été en effet cruciale dans l'accroissement de l'inscription.

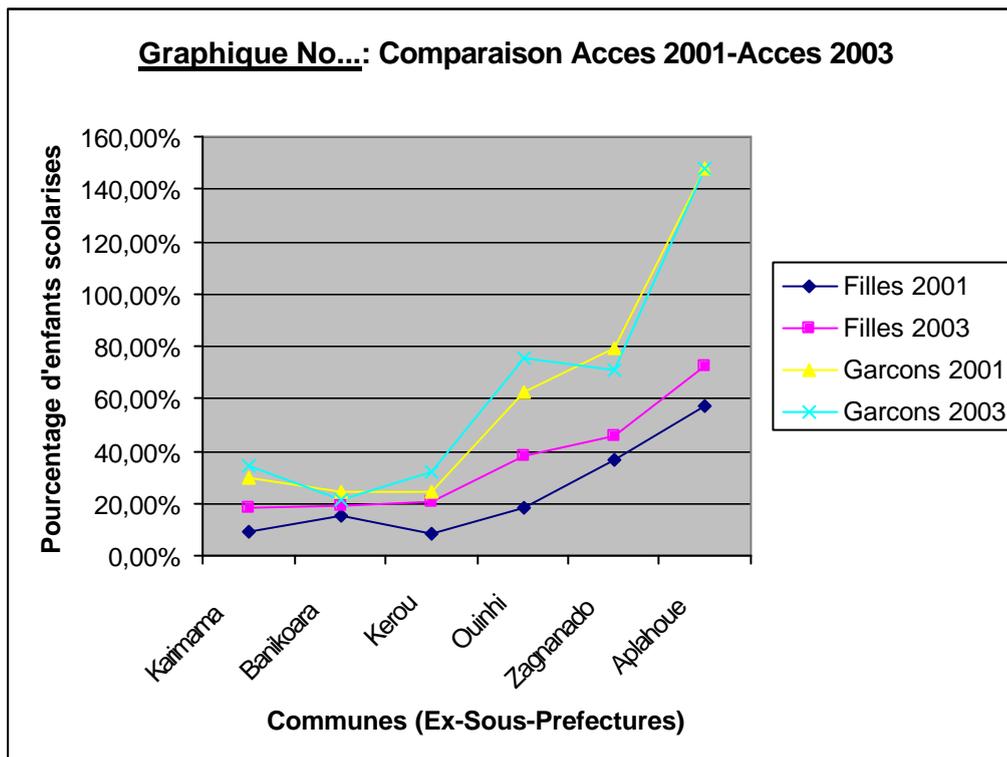
### **Papa, je sortirai de la maison si je ne suis pas inscrite à l'école.**

Voici une histoire de scolarisation à succès franc, qui se déroule autour d'une jeune fille âgée de quatorze ans dans la Commune de Zangnanando plus précisément à DON situé à quatre (04) km de ce chef lieu. Cette fille répond au nom de **Alphonsine LISSAVI** et est actuellement au cours préparatoire CP dans l'école dudit village d'où elle est originaire. Elle est née de **Fidèle LISSAVI** et de **Justine DJOSSA**, respectivement cultivateur et ménagère. On pourrait estimer leur âge à 65 ans pour l'homme et 40 ans pour la femme. Le père (**Fidèle LISSAVI**) est à peine lettré ( il a fréquenté jusqu'en classe de CM1). Justine la mère est carrément analphabète. Ils ont trois (03) autres filles et deux (02) garçons. A vrai dire, Alphonsine est une fille tenace. La manière dont elle a été scolarisée en dit long. Fille à destin contrarié, elle a pour vœux secrets d'aller à l'école pour s'instruire. Malheureusement le sort en avait disposé autrement. A 9 ans, prise d'envie de vivre en ville avec une tante qui leur a rendu visite au village, elle l'a suivie pour Porto-Novo, la capitale politique du Bénin puisqu'elle était à la maison avec ses parents. Là-bas elle sera employée comme domestique et aider sa tante à faire fleurir son commerce. Or depuis sa tendre enfance selon ses propres expressions « lorsque je voyais des filles comme moi en kaki avec leur sac, je brûlais toujours de désir de fréquenter ce lieu et cela me poussait même à pleurer. » C'est clair aller s'abreuver aux sources du savoir n'était pas un problème pour cette fille.

**Qui l'en empêchait alors ?** Les causes de la non scolarisation de Alphonsine, ce sont propres parent d'autant même à Porto-Novo, animée par le désir de faire comme la plupart des filles de son âge, elle a dû se rapprocher de sa tante de façon courtoise pour lui demander de l'inscrire à l'école. Celle-ci lui opposa une fin de non recevoir et rejeta en bloc sa proposition. Son père aussi était farouchement contre la scolarisation des filles. Car il n'avait pas inscrit ses trois (03) premières filles à l'école surtout qu'il a une excuse et une justification. « Je suis témoin de la mise en enceinte de quatre filles (04) filles à l'EPP/Don entre les années 80 à 87, avant d'atteindre la classe de CM2. Elles ont été une à une engrossée. C'est triste et décourageant et c'est à cause de cette raison que j'ai décidé de ne jamais scolariser mes filles et de ne pas les faire subir le même sort. Filles à destin têtue, Alphonsine trouvera l'occasion d'échapper aux traitements inhumains qu'on lui faisait subir à Porto-Novo où elle aura passé trois (03) ans. Elle retourna alors au village auprès de ses géniteurs. Un jour, les membres CLR/Don au cours de leur sensibilisation de proximité ont rencontré Alphonsine et lui ont expliqué qu'elle pouvait toujours s'inscrire à l'école si elle le désir. Une joie soudaine la traversa et elle dit : « Je ne savais pas qu'à mon âge on pouvait m'accepter si non je n'aurais pas perdu le temps à la maison depuis mon retour de Porto-Novo il y a huit mois. Elle alla annoncer la bonne nouvelle à son père. « L'opportunité m'est offerte de m'inscrire encore à l'école. » Conformément à sa décision, celui-ci refusa la proposition de la fille. Informés, les membres CLR/Don l'ont rencontré plusieurs fois pour le persuader à laisser Alphonsine à fréquenter l'école. De son côté la fille était prête à quitter la maison tant qu'on ne l'aurait pas inscrite à l'école. Vu la sensibilisation répétée des membres CLR et vu la pression forte exécutée par cette fille, le père de celle-ci a été obligé d'autoriser l'inscription de Alphonsine à l'école. C'était en 2001 – 2002 et depuis Alphonsine ne fait que briller par son travail à l'école. Elle a été la première de sa promotion pour passer au CP où elle continue d'être la lumière de sa classe. Mieux, Alphonsine s'est fixé un défi à relever. Celui de vaincre son propre analphabétisme. Puisque déjà à son âge et avec son niveau, cette fille apprécie les avantages liés à sa scolarisation. Une leçon qu'elle a tiré d'une expérience qu'elle a vécue elle-même. Figurez-vous, la mère d'Alphonsine dame Justine a une amie qui vient lui livrer des marchandises à la maison. L'amie en question, ayant fréquenté, a l'habitude de noter les achats dans un carnet ce qui lui permet de faire le point de son commerce. Par contre la mère d'Alphonsine étant analphabète, elle n'a que sa mémoire pour se rappeler des achats et de toutes les transactions. Alphonsine avoue que ce n'est pas du tout facile pour sa maman. Elle rencontre beaucoup de difficultés. Parfois elle sollicite le concours de son frère mais faute d'indisponibilité, le problème demeure. « J'envie trop l'amie à ma mère lorsque avec son bloque note et son stylo elle arrive à tenir une comptabilité régulière et rigoureuse. » Alors depuis cet instant pour Alphonsine fréquenter ne veut pas nécessairement dire devenir un cadre. Mais pour elle, elle a besoin de l'instruction pour vaincre son analphabétisme : savoir prendre note, tenir une comptabilité rigoureuse pour ne plus rencontrer les mêmes difficultés que sa maman quel que soit le métier qu'elle va embrasser. Aujourd'hui, vu le succès de Alphonsine, son père a fini par comprendre que sa résistance à la scolarisation de sa fille était tout à fait inutile et conclut : « l'effort que fait ma fille me réjouit beaucoup et je suis prêt à la soutenir et à l'aider tant qu'elle manifesterait cet attachement pour les études. Les actions de sensibilisation que font les CLR sont d'une importance capitale et je me joindrai désormais à eux pour mener la lutte contre la non scolarisation des filles. » La mère de Alphonsine ne ratte aussi aucune occasion pour faire la cour à sa fille pour qu'elle l'aide à savoir lire et écrire son propre nom.

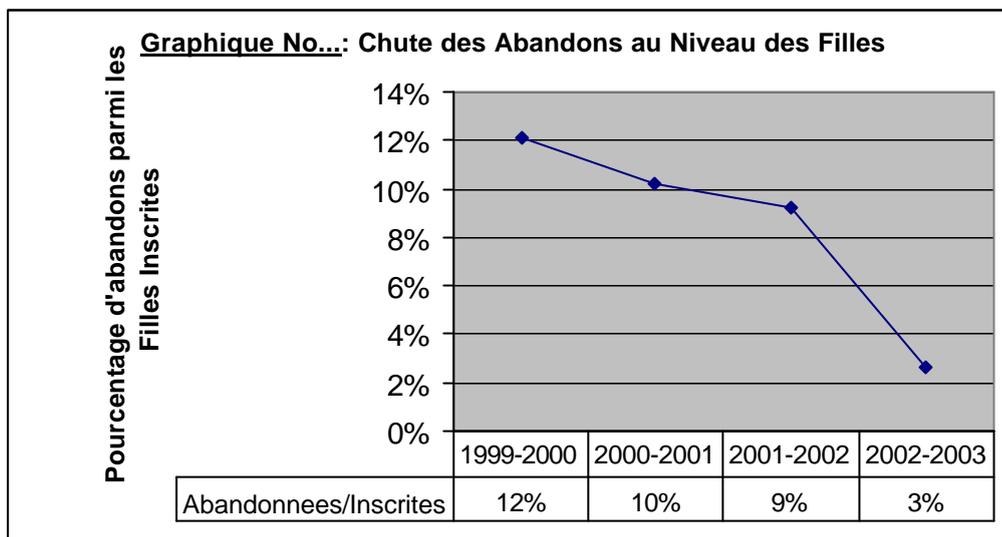
Chantal BOSSOU, Animatrice/GRAPAD-ACEF.

D'une Commune à l'autre, le pourcentage d'enfants scolarisables qui ont été scolarisés a par conséquent augmenté, beaucoup plus pour les filles que pour les garçons (cf. Graphique No...). Cette augmentation va de 3% à 20% pour les filles. Pour les garçons, on observe une augmentation de 5% à 13%, mais aussi une diminution de 3 et 7% ; de ce point de vue, les équipes de Banikoara et de Zagnanado devront déployer de meilleurs efforts pour soutenir la scolarisation des garçons ou au moins la maintenir. Les agents et Superviseurs des Communes de Ouinhi et de Banikoara doivent se mettre à jour dans la collecte des données de suivi des actions, des résultats et des impacts.



### 3.1.3. Amélioration de l'assiduité

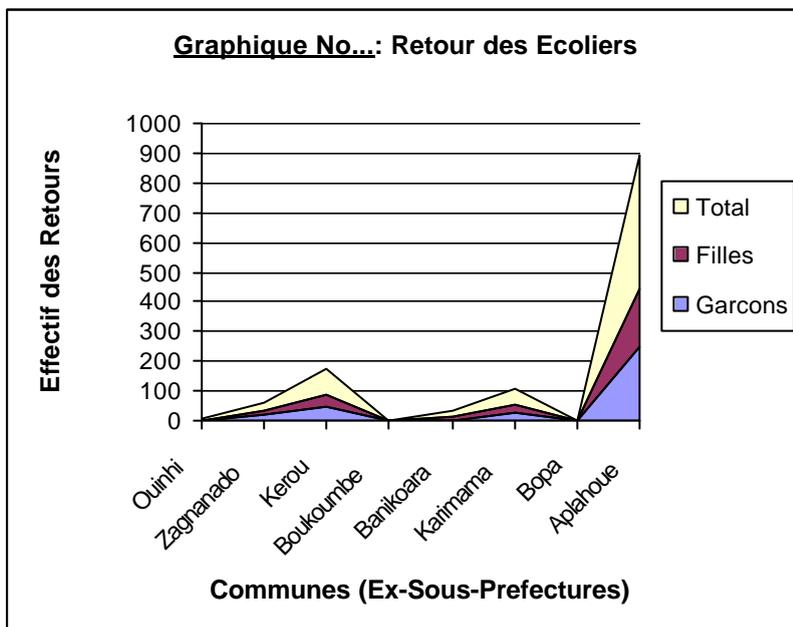
Le pourcentage de filles scolarisées qui abandonnent l'école s'est réduit considérablement au cours de l'exécution du Projet ACEF. Il est passé de 12% en 2000 à 3% en 2003. Lorsqu'on considère la totalité des abandons, la proportion des filles est de 36%. Les garçons représentent par conséquent une proportion plus élevée.



La mobilisation des CLR pour le suivi des enfants et des enseignants à l'école et dans les communautés constitue un facteur indéniable de la réduction des abandons de l'école. Mieux, plusieurs enfants ont repris l'école après parfois une dizaine d'années de désertion.

### 3.1.4. Retour de déscolarisés

L'expérience du Projet ACEF a induit la renaissance de consciences précédemment éteintes quant à l'importance de l'éducation scolaire de façon générale et de celle des filles en particulier. Les données disponibles lors de la rédaction du rapport font état d'un effectif total de 638 anciens écoliers retournés à l'école dont 291 filles. Malgré une prépondérance de la première année, toutes les classes ont connu de retours d'écoliers. Ces écoliers sont généralement âgés de 7 à 18 ans. Certains ont déserté l'école depuis près de 10 ans. (cf. Encadré No...). A Avégodo dans la Commune d'Aplahoué, il a été enregistré 48 retours (dont 23 filles) en classe de CM1. Pour héberger ce surplus, la communauté a dû créer une nouvelle classe de CM1 au sein de l'école sur l'accord du Chef de la Circonscription Scolaire. statistiques de Boukoumbé, Bopa et Ouinhi n'ont pas encore été prises en compte.



## **JAMAIS TARD POUR S'INSTRUIRE**

BOSSA est l'une des communautés bénéficiaires du projet ACEF dans la sous préfecture de OUIHNI / dans le ZOU au centre du Bénin. Desservant les villages de Gokpago, de BOSSA 1 et de BOSSA 2, l'école primaire de BOSSA dispose de deux modules de trois classes nouvellement construites par le projet de développement (PDE).

C'est dans l'un des villages de cette communauté notamment Gokpago que vit un jeune garçon de 16 ans, qui, parce qu'ayant entendu les actions du Projet ACEF, a décidé, en dépit des refus, des injures, des menaces et des moqueries, de prendre le chemin de l'école : « Mon père est mort, il y a 13 ans. J'ai souffert avec ma mère. En 1993, j'ai dû abandonner l'école bien que je passais régulièrement en deuxième année du cours primaire ».

Orphelin de père depuis 13 ans, Clément Kounou, comme l'expriment ces signes liminaires, faute de soutiens, a dû abandonner les chemins de l'école en 1993 pour les travaux champêtres.

Longtemps, il a exercé cette activité au profit de son grand frère (non pas fils de son père mais frère familial) marié à trois femmes et père de neuf enfants tous scolarisés. KOUNOU Lamonnou s'est toujours opposé à la scolarisation de Clément. Plus rien en dehors des travaux champêtres ne devrait compter pour ce garçon intérieurement épris de l'école.

Quand sur les chemins qui le conduisaient au champ, Clément rencontrait ses pairs avec qui il avait commencé les classes, ils se moquaient de lui. Sa mélancolie devenait grande, lorsque ses amis se mettaient à s'exprimer en français en sa présence. Fou de « rage » mais impuissant, il se contentait de se morfondre et de s'avouer vaincu : « Pendant des lunes j'ai gardé ce sentiment amer en moi. Ma houe devenait ma souffre douleur. Je me résignais, car finalement c'est le chemin que m'impose mon destin. Mais je sais que quelle que soit l'intensité de la pluie elle ne peut modifier le plumage de la pintade. Fort de cela, je gardais mon calme et je continuais mon chemin ».

Lorsque les actions ACEF ont démarré, surtout lorsque les membres CLR de cette communauté ont amorcé les activités de communication sociale, ils ont réveillé en cet enfant le goût à l'instruction :

« Je refoulais mon désir de fréquenter comme mes camarades, j'étais impuissant face à mon grand frère. Mais j'ai commencé par entendre parler de la scolarisation des filles, de son importance et de sa nécessité ; une voix en moi me disait de m'inscrire ». Eu égard aux pesanteurs qui d'une manière ou d'une autre le liaient, Clément s'abstient à la rentrée scolaire 2001 – 2002 de s'inscrire.

« Chaque jour, nonobstant cette retenue, le désir en moi grandissait. J'avais constamment envie de parler, d'échanger avec mes amis en français. Je commençais petitement par mettre de l'argent de côté. Je fis l'élevage de cabri qui me permit de payer un vélo. Je priais mon père défunt de me donner la possibilité de savoir m'exprimer en français... »

Clément souffrait de l'analphabétisme, mais de plus en plus, il recherchait les moyens de s'en délivrer. Les vacances dernières M. KIKI Benoît, président du CLR de Bossa, appuyé par son secrétaire Paul AGBO et les autres membres du CLR, a intensifié ses campagnes de communication sur les bienfaits de la scolarisation des enfants notamment des filles. Ces messages ont une fois encore frustré l'ego de Clément.

« Si l'éducation des filles est une nécessité, si elle est très importante pour leur participation efficace au développement de leurs communautés familiales et villageoises, qu'en devrait-il être de celle de l'homme ? Il faut donc que moi aussi je sache m'exprimer en français. » Ce fut le déclic qui poussa Clément vers le directeur de l'école de sa communauté. S'il est vrai qu'éduquer une fille c'est éduquer une Nation, il est aussi vrai qu'éduquer un garçon c'est donner une boussole à une famille et par ricochet à une Nation. Cela, Clément l'a perçu. Il supplia le Directeur de s'inscrire malgré son âge avancé : 16 ans. Clément a donc dépassé de 5 ans l'âge scolarisable. « C'est Clément même qui est allé voir sa tante KOUNOU Catherine qui est membre CLR pour lui demander de l'aider à s'inscrire. Ils sont allés me voir la peur dans l'âme il faut l'avouer, compte tenu de l'âge avancé du garçon. Clément m'a posé son problème. Les termes dans lesquels s'exprimait cet enfant ont touché ma sensibilité d'abord de père, puis de Directeur d'école dans une zone de faible scolarisation. Il m'a offert du poisson pour me remercier pour ma mansuétude. » Loin d'être considéré comme un acte corrupteur, ce geste est le sot d'une volonté plus qu'affichée de goûter aux délices de la scolarisation. « Quand j'ai pris la résolution de m'inscrire, ils étaient plus d'uns à me dire qu'aucun directeur ne me prendra à cause de mon âge avancé. Mais quand j'ai contacté M. KAKASSOU Dénagnon Julien, il m'a reçu comme tout autre enfant et a même facilité mon inscription. Ce faisant, il a voulu me donner du poisson pour toute la vie, alors moi j'ai décidé de lui donner du poisson pour un jour en signe de reconnaissance. J'ai pêché le poisson moi-même » affirme Clément.

Le directeur sensible au cas qu'il avait en face, mais prudent, envoya chercher les tuteurs de Clément. Clément fut autorisé à s'inscrire en première année. Il l'a fait avec grande foi. « Le temps a certes évolué, mais il n'a pas d'emprise sur moi. Actuellement, les gens se moquent de moi en me disant

que je perds mon temps. Que je ferais mieux d'aller à l'apprentissage, mais moi je fais fief de tous ces ragots et je suis sûr d'aller jusqu'au bout. Ces injures me réconfortent dans ma position. Ma relation avec mon tuteur a changé depuis mon inscription, surtout que je ne lui génère plus de revenu, autant qu'autrefois. Mais je suis décidé à aller jusqu'au bout, à savoir m'exprimer en français et dans le meilleur cas, si la vie me le permet à devenir un cadre. » Cette détermination qu'affiche Clément est la seule source qui alimente son courage et son moral. Compté parmi les enfants les plus âgés de son école, Clément, pour avoir de l'avance sur ses camarades a pris contact avec son maître et l'a sollicité pour des cours de maison. M. AGBO Paul chargé du cours d'initiation, secrétaire général du CLR de la communauté est fier de Clément. « Effectivement, KOUNOU Clément m'a demandé de l'aider à la maison, ce que je fais à cœur joie. Je le fais non seulement à cause de son courage, de sa détermination, et de sa foi mais aussi à cause de mon rôle en tant que membre du CLR et en tant qu'enseignant aimant les initiatives. J'ai plus de facilité à travailler avec lui, car c'est un enfant respectueux, prompt, sûr de lui, ambitieux. C'est un enfant qui a beaucoup d'avenir s'il trouve du soutien. » Cette impression de M. AGBO ne vient que confirmer les opinions des autres membres CLR. « c'est un cas que nous suivons de près même si la promotion de la scolarisation des garçons n'est pas dans notre cahier de charge » nous confiait M. KIKI Benoît, Président du CLR. Clément est un exemple patent. « Je suis âgé, soit, mais avec l'évolution du temps aujourd'hui, mieux vaut tard que jamais. En tout cas pour moi il n'est jamais trop tard pour s'instruire. Ne pas le faire c'est retarder le développement de son milieu. Pour cela moi j'ai décidé de ne pas être un analphabète de plus. » Clément ne sera plus le même. L'exemple de Clément fera tâche d'huile. Désormais à Bossa, à Dasso, voire Ouinhi, d'autres Clément naîtront et d'autres Clémentes aussi. Ainsi, unis dans un cercle d'amis, lutteront-ils pour le droit à l'éducation surtout à l'éducation des filles.

Hervé Bonaventure M. GBENAHOU,  
Animateur/GRAPAD-ACEF

### 3.1.5. Performance

DOSSAVOU Ablawa Martine (12ans) de Kpindji a réussi au CEP et a été classée parmi les 10 premiers de son département grâce aux efforts de négociation et d'assistance technique investis par les membres du CLR de sa communauté et le directeur de son école.

A Bopa-centre, le CLR est allé jusque dans l'école sensibiliser les enseignants sur les objectifs du Projet ACEF. L'un des directeurs devenu de ce fait plus sensible à la scolarisation des filles a organisé à leur profit des cours de remise à niveau. LOGOE Diane qui faisait partie de ces filles a eu son CEP avec mention, classée deuxième des Départements Mono-Couffo en 2002.

GUIDJIME Léontine, enlevée par un jeune homme pour un mariage forcé a été récupérée et remise à l'école par les membres du CLR de sa communauté. Cette fille a réussi son examen de CEP en 2002 avec moyenne de classement. Léontine est de la communauté de Hougnamey, Aplahoué.

GNAMOU Blanche de Manta, Boukoumbé, au Nord du pays, affranchie du pâturage et de la maltraitance de sa belle tante grâce aux actions conjuguées de l'Animateur CERABE/ACEF de la zone, des membres du CLR, du CSP, de la Brigade de Sécurité et du directeur de son école, a elle aussi eu son CEP à la fin de l'année scolaire 2001-2002. (cf. Encadré No...).

EFIO Philomène de Havou, Aplahoué, au Sud du Bénin, précédemment déscolarisée en classe de CI – première année du cours primaire, a décidé de reprendre les classes après plusieurs années à l'avènement de ACEF. Inscrite directement au CE1 – troisième année du cours primaire, en 2001, elle a bénéficié d'une assistance technique et morale particulière de la part des membres du CLR et du personnel enseignant. Philomène a pu passer en classe supérieure en 2002.

A Ganhounmè, Ouinhi, dans le Centre du pays, il y aura fallu l'arrivée du Projet ACEF, 20 ans après le démarrage de l'école, pour qu'une réussisse à son CEP. Ce résultat est dû au dévouement du père de EKPEBI Ayékoffè, à l'engagement et la détermination des membres du CLR et à la collaboration du directeur de l'école. (Cf. Encadré No...).

#### **Encadré No. : La première fille qui ait eu son CEP depuis 20 ans**

Ayéköffè est née le 12 février 1989 de Koudaïssi EPKEBI, cultivateur âgé de 37 ans. Au cours de l'année scolaire 2001-2002, Ayéköffè était la seule fille inscrite au Cours Moyen Deuxième Année (CM2) à l'Ecole Primaire Publique (EPP) de Ganhounmè dans la sous-préfecture de Ouinhi. Avec les perturbations des cours dues aux grèves répétées des enseignants au cours de l'année scolaire, les écoliers étaient souvent délaissés. Prenant conscience de cette situation, les membres du Comité Local Représentatif (CLR) ont délégué le plus éclairé d'entre eux pour tenir la classe de CM2 dont les élèves avaient le Certificat d'Etude Primaire (CEP) à passer y comprise Ayéköffè en particulier. Les membres du CLR faisaient un suivi de la fille Ayéköffè à la maison comme à l'école. Ils ont souvent intercédé pour elle auprès de ses parents pour qu'ils ne la submergent pas de travaux domestiques. C'est ainsi que Ayéköffè a terminé avec assiduité l'année scolaire 2001-2002. Mieux, elle a obtenu son CEP et est actuellement au Collège de sa Commune. Le témoignage du père de la nouvelle certifiée met clairement en relief l'efficacité de l'approche ACEF dès le début: « J'ai participé à la troisième réunion à Ganhounmè. Ma femme, la mère de Ayéköffè avait participé

à toutes les deux précédentes au cours desquelles elle a retenu que la scolarisation des filles pouvait apporter beaucoup de récompenses aux parents et aux filles elles-mêmes. Pour ma femme c'était un soulagement, parce qu'elle ne croyait pas trop à la scolarisation des filles. Cela a facilité son adhésion à l'idée de soulager Ayékoffè dans les travaux domestiques afin qu'elle consacre plus de temps aux études et aille plus régulièrement à l'école". Quant à Ayékoffè, elle est heureuse d'avoir marqué l'histoire scolaire de sa communauté, et veut aller bien loin. En effet, en réponse à la question de savoir ce qu'elle fera à la fin des études, elle répondit « devenir la Présidente de la République du Bénin ».

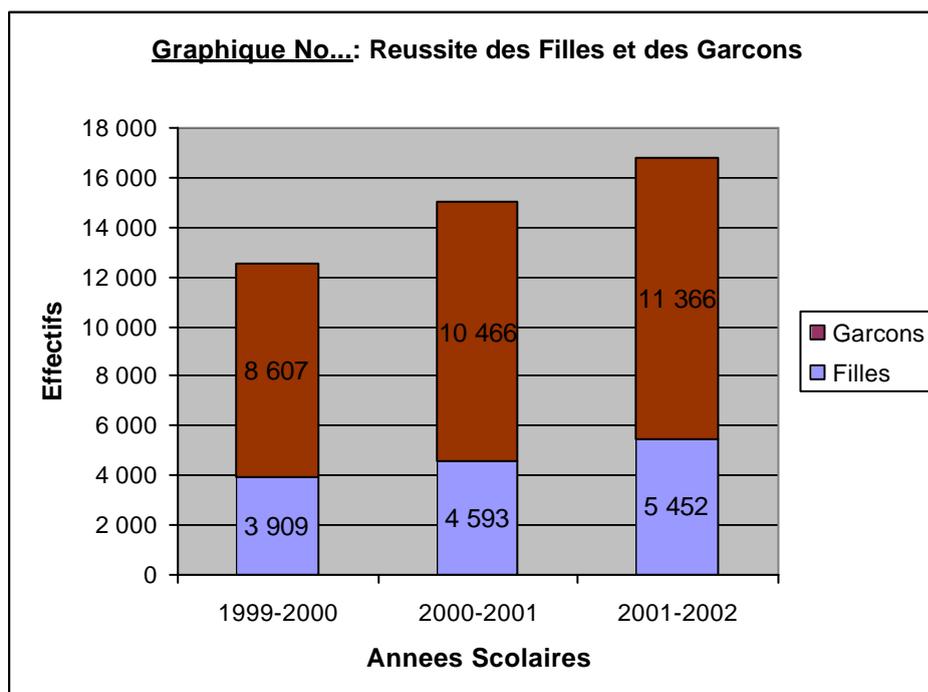
Les membres du CLR de cette communauté se sont mobilisés de sorte à lutter contre l'abus dans l'utilisation de la main d'œuvre des enfants aux champs et à la maison en période scolaire. Ils ont par ailleurs élaboré plusieurs listes qui leur ont permis d'orienter leurs stratégies de mobilisation pour la scolarisation des filles :

- la liste des parents défavorables à la scolarisation des filles ;
- la liste des parents favorables à la scolarisation des filles ;
- la liste des enfants, notamment filles en âge d'être scolarisés et qui n'ont pas encore été inscrits à l'école.

Ils ont, en fonction de ces informations, tenu des assemblées villageoises et des contacts individuels de porte à porte pour sensibiliser les populations.

A Yèhouémè dans la Sous-Préfecture d'Aplahoué, les populations ont connu leur meilleur résultat avec 100% de réussite au CEP en 2002. Parmi les enfants ainsi admis se trouvaient 25 filles.

Dans l'ensemble des communautés ACEF, le nombre de filles qui ont réussi était d'environ 3909 en 2000, il est passé à 5452 en 2002. Pour les garçons, ces données sont respectivement de 8607 et 11366. Au moment de la rédaction du rapport final du Projet, les écoles n'avaient pas fourni les données de performance de la rentrée 2003. Ce sont alors celles de 2002 qui ont été reportées et analysées.



### **3.1.6. Acquis au niveau des partenaires**

WL a élaboré et mis le Projet ACEF en œuvre en partenariat avec trois ONG béninoises, CERABE, GRAPAD et MJCD. Au cours de la phase opérationnelle de ACEF, le personnel de chacune de ces ONG a bénéficié de diverses formations qui leur permis de conduire l'approche avec les communautés, de former les communautés au besoin, et de rendre compte périodiquement de leurs activités.

WL a aussi mis à la disposition de deux des ONG, CERABE et MCJD, des Stagiaires qui ont facilité aux animateurs la rédaction de quelques-uns de leurs cas de succès.

Sur le plan administratif, le Projet ACEF a été pour les ONG un contexte prouvé de renforcement de capacités de gestion comptables et financières.

La constitution et la documentation de contreparties d'une part par les communautés et d'autre part par les ONG elles-mêmes ont été une expérience qui a enrichi la connaissance et l'aptitude des ONG en matière d'estimation et de valorisation des apports locaux pour le financement du développement local.

En général, on constate un certain renforcement des capacités du personnel des ONG à produire des résultats dans des conditions plutôt difficiles.

Les Superviseurs des ONG ont été de plus en plus performants dans l'assistance aux animateurs pour le respect des délais de livraison des résultats.

Sur le terrain, les ONG ont gagné en visibilité et en crédibilité auprès des populations, mais aussi auprès des autorités politico-administratives. Elles ont engagé de nouvelles relations avec d'autres structures de la société civile actives dans le domaine de l'éducation ou dans des domaines connexes.

## 3.2. IMPACTS

Durant ses deux premières années d'exécution, le Projet ACEF a produit les résultats présentés plus haut. Ces résultats ont eu des impacts au niveau des communautés, au niveau des structures locales, au niveau des ONG et au niveau des localités autour des communautés ACEF. Sont indiqués ci-dessous quelques-uns des impacts identifiés lors de l'évaluation externe du Projet, ceux directement rapportés au Projet par les différents acteurs et collaborateurs tels que les ONG, les ménages, les autorités communales. WL fera lors des deux prochaines années une documentation plus systématique des impacts du Projet.

### **Changements positifs de vision et de comportement**

Selon l'évaluation, il y a eu un changement positif et expressif de vision et de comportement puisque :

- 98% des parents ont désormais une vision et une perception progressiste de la scolarisation des filles ;
  - 89% des parents ont reconnu le changement de comportement positif dans les communautés ;
  - 87% parents déclarent avoir perçu amélioration au niveau des filles ;
  - 97% des acteurs sociaux reconnaissent la prise de conscience des communautés par rapport à la scolarisation des filles ;
  - 64% parents ont déclaré que les actions de ACEF ont profité aussi aux garçons ;
  - 75% des C/CS reconnaissent un impact positif de ACEF au sein des écoles, surtout un accroissement de l'effectif des filles.
- 
- ✓ Selon une analyse faite par la MJCD – l'une des 3 ONG partenaires de WL pour le Projet ACEF – plus de 75% des ménages des communautés ACEF de Bopa et d'Aplahoué sont désormais acquis au principe de scolariser leurs filles.
  - ✓ Les ménages aident les filles à mieux gérer leurs temps en réduisant leurs charges domestiques.
  - ✓ Le suivi des écoliers et des enseignants à l'école par les parents est nouveau et s'enracine de plus en plus dans les habitudes des communautés.

### **Renforcement des capacités locales et rapprochement des autorités décentralisées et des communautés**

- ✓ Les autorités administratives, académiques et scolaires interviennent dans la mobilisation pour la scolarisation des filles.
- ✓ Mieux, elles renforcent les capacités des organisations de base dans d'autres domaines de développement. C'est le cas dans la Commune de Zagnanado où le Responsable du Développement Rural, membre du CSP, a pu identifier les besoins en appui technique agricole au sein de groupements ruraux. Cette identification a été rendue possible grâce aux descentes que le RDR a effectuées dans les communautés dans le cadre du Projet ACEF.

- ✓ Pour le Chef de la Circonscription Scolaire, « Le Projet ACEF nous a permis de nous rendre à l'évidence des réalités des communautés. En plus, les communautés laissent désormais tomber les masques artificielles qu'elles nous mettaient de sorte qu'elles s'approchent plus aisément de nous pour nous poser leurs problèmes ».
- ✓ L'émergence de capacités de négociation des CLR et des CSP pour des changements socio-culturels parfois rigides constitue un acquis important sur lequel se basent la plupart des délivrances des filles du mariage forcé, de la séquestration, du trafic/placement, de l'abus d'utilisation de la main d'œuvre infantile, etc.

#### **La diffusion des impacts de ACEF au-delà de ses limites géographiques**

- ✓ La capacité de négociation des CLR et CSP est de plus en plus reconnue par les autres structures au-delà des communautés ACEF. C'est ainsi qu'à Didompé, une communauté voisine de la communauté ACEF nommée Koussounougou dans la Commune de Boukoumbé, le Bureau de l'APE a sollicité le CLR, le CSP et la Brigade de Sécurité pour ramener à l'école 2 filles et 4 garçons précédemment placés au Nigéria auprès de tierces personnes. C'était pour la rentrée scolaire 2002-2003.
- ✓ Les membres du CLR de la communauté de Ganhounmè, après avoir réussi à avoir une fille certifiée après 20 ans d'existence de l'école sont devenus une référence ailleurs. Cette année 2003, ils ont été sollicités par une cousine d'Ayéköffè pour aller diffuser « leur approche » dans son école située dans un Département voisin. Sur leurs propres moyens, les membres du CLR se sont portés effectivement dans l'école primaire publique Ikojefo, dans la Commune de Kpobè. Ils se sont d'abord entretenus avec le directeur de l'école avant d'organiser une séance de mobilisation communautaire avec les sages et toute la population. Ils ont animé ladite séance sur la pertinence de la scolarisation des filles. La cousine d'Ayéköffè était au CM2 dans l'EPP.
- ✓ Une communauté non ACEF a investi ses propres moyens pour aménager un espace et commencer à scolariser les enfants parce que « il faut que nos enfants aussi aillent à l'école comme les vôtres » ont déclaré les représentants de la communauté en s'adressant à la communauté ACEF. Mieux, ils ont sollicité l'assistance technique et médiatique des membres du CLR de la communauté ACEF qui les ont aidés à **i)** mettre en place une structure locale de gestion de l'école communautaire ainsi démarrée, **ii)** identifier, recruter et prendre en charge un enseignant communautaire pour tenir la classe, et **iii)** obtenir l'assistance du Chef de Circonscription Scolaire (CCS) pour la formation et le suivi technique de l'enseignant communautaire.
- ✓ Le travail communautaire se faisait soit pour la salubrité, soit pour des revenus investis individuellement dans les charges ménagères souvent alimentaires ou de dot de nouvelles femmes. Avec le Projet, une nouvelle ère du travail en commun est née parmi les communautés ACEF. Cette ère a principalement conduit au labour de champs communautaires pour la scolarisation des enfants, le démarrage de cantines scolaires, ou même la collecte de maison en maison de vivres pour subvenir aux besoins des écolières.
- ✓ Le changement de comportement n'est certainement pas encore suffisant mais il est réel. Le président du CLR de Dohounmey, Commune de Zagnanado, précédemment très réticent à la scolarisation des filles, est devenu leader et exemple pour la promotion de cette même scolarisation.

- ✓ Les nombreux retours de déscolarisés enregistrés ainsi que la réintégration de ses écoliers retournés par les écoles sont une preuve des impacts du Projet ACEF à la fois au sein des ménages et au sein des écoles.
- ✓ Célestine....., Secrétaire du CLR de Dohounmè, Commune de Zagnanado, a déclaré ceci déjà à la fin de l'année scolaire 2001-2002 : « Ça fait la cinquième fille que j'ai ramenée d'autres villages contre le gré de leurs pères. Je ne peux plus supporter de voir les filles à la maison alors qu'elles ont l'âge de fréquenter l'école. J'accomplis ma mission de CLR partout où je suis, pas seulement ici à Dohounmè ». Plusieurs CLR et Animateurs font pareil.
- ✓ Le comité de lutte contre le mariage forcé mis en place dans la Commune de Boukoubé par le CSP (y inclus l'Association de développement de la Commune, la Coordination des APE et le Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité), les CLR, le Secrétaire de l'ex-Sous-Préfecture, la Brigade de Sécurité et les Animateurs GRAPAD/ACEF intervenus un peu partout dans la Commune, au-delà de la Commune et même au Togo. Ils sont appelés au secours par parents et filles. La Brigade a ainsi collaboré avec une Brigade togolaise.

#### **Le partenariat entre les communautés et d'autres partenaires : AGeFIB et CLCAM**

- ✓ La nature de l'approche du Projet ACEF a favorisé le financement d'initiatives locales par d'autres bailleurs de fonds. Essentiellement, AGeFIB a financé 1471 actes de naissances au profit de 19 communautés. L'accompagnement effectué par ACEF auprès des communautés pour que celles-ci formulent leurs visions sur la scolarisation des filles, en identifient les obstacles et définissent des stratégies, a largement contribué à l'émergence et la réussite d'un tel partenariat. Il faut ajouter à ce facteur, la structure organisationnelle de ACEF qui favorise la collaboration et la synergie entre divers partenaires ; dans ce cas-ci, c'est surtout le Conseil Consultatif – CC qui a favorisé le partenariat entre les communautés ACEF et l'AGeFIB. ACEF implique en effet le CC dans ses activités de terrain. C'est en tant que membre du CC que AGeFIB a pu découvrir au sein des communautés ACEF « les conditions plus que favorables à la mise en place de son fonds de protection des enfants ».
- ✓ L'accès de groupements de femmes aux fonds locaux : pour aider les femmes à faire face aux dépenses engendrées par l'envoi accru de leurs filles à l'école, le personnel ACEF de l'ONG MJCD a fait des démarches à l'endroit de la CLCAM de Bopa en faveur de l'octroi du crédit à ces dernières. En conséquence, 7 groupements de 49 femmes-mères ont bénéficié d'un crédit de 1.470.000 FCFA soit environ \$2,500. Ceci crée un contexte favorable au financement des activités génératrices de revenus de ces femmes et éventuellement d'un plus grand nombre de femmes des communautés en question.

### **3.4. DEFIS**

#### **Au niveau des communautés :**

Temps d'accompagnement pour un modèle nouveau et participatif

#### **Au niveau des écoles**

Infrastructures scolaires defectueuses ou en quantité très insuffisante :

Quasi inexistence d'enseignants de sexe féminin ;

Insuffisance d'enseignants ;

Qualification insuffisance d'enseignants ;

Irrégularité et instabilité des enseignants à leurs postes de travail ;

#### **Au niveau des structures d'accompagnement et d'appui, notamment WL, les ONG et l'USAID :**

Prise en charge des obstacles suivant dans la diversité des besoins dans ce domaine.

## DOCUMENTS CONSULTÉS

- ☛ « ACEF : Une Réussite de la Participation Communautaire » ; Sètchèmè Jérônime MONGBO et Gérard GUEDEGBE, WL/ACEF, décembre 2002.
- ☛ « Des Notes Relatives au Projet ACEF » ; Maurice SOSSOU ; GRAPAD/ACEF, janvier 2003.
- ☛ « Evaluation Finale du Projet ACEF, Deux Premières Années », AZ Services Plus, mai-juin 2003.
- ☛ « Les Succès ACEF Cités par les Animateurs » ; janvier 2003.
- ☛ Rapport de Synthèse des Activités de la Phase Finale ACEF, GRAPAD/CREFAC ; mai 2003.
- ☛ Rapport Final de la Phase Pilote ; MJCD/ACEF, juin 2003.
- ☛ Rapport Final d'Exécution du Projet ACEF, CERABE, mai 2003.
- ☛ Rapport Final sur les Micro-Projets ; WL/ACEF, juin 2003.
- ☛ Rapport Intermédiaire des Résultats du Projet ACEF, WL/ACEF ; septembre, 2002.
- ☛ Rapport sur les Spécificités du projet ACEF et les Cas de Succès Relevés ; Amadou SUAIBOU, Superviseur CERABE/ACEF, janvier 2003.
- ☛ Résumé Analytique des Obstacles à la Scolaisation des Filles, WL/ACEF ; mars 2002.